

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

1 €
2 € soutien

Écologie

capitalisme

révolution



Notre-Dames-des-Landes : Face à Nantes en colère, les provocations gouvernementales



La manifestation nationale contre le projet d'aéroport à Nantes ce 22 février a été marquée par une forte participation, la préfecture elle-même annonçant 20 000 manifestant-e-s (en fait il y en avait deux ou trois fois plus). Pourtant depuis la fin de la manif les médias et le gouvernement titrent sur le "saccage" ou les "débordements"... en oubliant que celui qui a "dérapé", c'est d'abord le gouvernement.

Samedi 21 février, 13 heures : les manifestant-e-s, de tous âges et de tous horizons, souvent assez jeunes, se rassemblent tranquillement en face de la préfecture. Des bus (plus d'une soixantaine) arrivent des quatre coins de la France. L'atmosphère est militante, festive et joyeuse : gavotte militante, chants et chorales, salamandre géante (voir photo), etc. Mais beaucoup de personnes présentes sont déjà irritées par les comportements de la préfecture et de la police.

De la provocation à l'affrontement

C'est que deux jours avant, la préfecture a refusé le parcours initialement choisi pour la manifestation (passage par le centre-ville). Il s'agit paraît-il d'éviter des tensions et dérapages : mais la première tension ne vient-elle pas de là, à savoir imposer un parcours ubuesque pour un grand cortège qui rassemble bien au-delà des milieux militants radicaux ? En effet la diversité de la foule est évidente, nous avons affaire à une manifestation familiale et paisible, avec des mères promenant leur enfant en poussette, etc... et pourtant, le parcours de manif en centre-ville en passant par le cours de 50 otages est un grand classique qui a toujours été accepté.

Outre le coup de force de la préfecture à propos du parcours, la présence policière est non seulement massive mais aussi ostensible, des passant-e-s sur le boulevard sont apostrophé-e-s et fouillé-e-s comme si nous étions en période de guerre.

Mais il est vrai que peut-être dans l'esprit de l'État, justement c'est le traitement guerrier de la contestation sociale qui est à l'ordre du jour. La tension est donc déjà installée.

Le cortège commence, grossi au fur et à mesure, passe devant une succursale de Vinci qui en fait les frais (jet de peinture et démontage) – mais à quoi s'attendre d'autre quand on impose un parcours passant justement à cet endroit ? – et devient une imposante manifestation, avec une multitude d'organisations politiques (libertaires, Front de Gauche, NPA, EE-LV) et d'associations écologistes. Le monde syndical est peu présent, si ce n'est SUD et le SNUITAM-FSU¹. Quand quelques dizaines de manifestant-e-s s'en prennent à des symboles (banques, chantier de destruction d'un espace vert), la répression d'État entre en scène.

Une population contre l'arbitraire d'État

De l'aveu même de la préfecture, les échauffourées ont duré longtemps : de 13h30 à 21h30.

1. Syndicat FSU des ministères de l'écologie et de l'agriculture.

Si les conflits avec la police ont duré, c'est pour une raison simple : contrairement aux discours de Valls repris en boucle par les medias, ce n'est pas d'une minorité venue pour en découdre de manière organisée avec la police et hors sol par rapport au reste des manifestant-e-s, qu'il s'agit.

Non, en réalité, ce sont des milliers de personnes, pas forcément des militant-e-s acharné-e-s ni des militant-e-s d'extrême-gauche, qui sont révolté-e-s par cet aspect de la politique gouvernementale, d'autant plus quand on leur impose un parcours de manifestation sans queue ni tête.

Depuis quelques semaines, les organisations du mouvement ouvrier déplorent que la colère et la souffrance sociales soient exprimées dans la rue par les mouvements réactionnaires et d'extrême-droite. Eh bien là nous avons une colère progressiste, orientée contre une politique au service des grands groupes privés, qui prend un caractère de masse – et radical – contre la politique du gouvernement. C'est incontestablement un élément positif dans une situation difficile pour le mouvement social.

Black blocs ?

C'est la trouvaille du ministre Valls : ce seraient les Black Blocs venus de l'étranger (pratique pour nier la réalité profonde du mouvement) qui auraient planifié des actes de vandalisme.

Non pas que les pratiques des black blocks soient intolérables, elles sont même souvent réjouissantes quand les forces de l'ordre sont mises en difficulté pour protéger des cibles capitalistes auxquelles personne n'ose s'attaquer habituellement. Mais le fait est que

ce jour là, les black blocks peuvent difficilement être incriminés.

Il y avait une atmosphère un peu irréelle : sur la place de la petite Hollande (un nom prédestiné !) où la manifestation s'était arrêtée, il y avait des prises de parole, de la musique, des badauds attablé-e-s aux cafés... un environnement festif et calme. Mais il suffisait de remonter 300 ou 400 mètres pour se retrouver face à la police, dans la fumée des lacrymogènes et sous le feu des canons à eau... le long du cours des 50 otages.

Si la police a été mise en difficulté, c'est justement parce qu'il n'y avait pas une muraille de Chine entre ces deux mondes de manifestant-e-s. Nous sommes allés dans la zone "chaude" : il était facile de constater qu'il n'y avait nulle part de "Black blocs". La réalité est celle de quelques dizaines de jeunes improvisant des moqueries face au dispositif policier : quelques jets de peinture, la brigade des clowns de la ZAD faisant un numéro... où est la violence délibérée dont on nous parle ? De même, de nombreux adultes de tous âges étaient là, exprimant une sympathie muette face aux plus "jeunes" mais manifestant aussi un autre sentiment : le rejet de l'appareil policier répressif cherchant à provoquer, à dégager brutalement les opposant-e-s, et même à mutiler.

C'est pourquoi les policiers ont été « débordés » ("Une" de *Presse Océan* du 23 février) : ils n'avaient pas affaire à quelques dizaines de personnes venues pour en découdre, mais à une population importante manifestant sa solidarité face à la répression.

De quel côté est la violence ?

Parce qu'il faut quand même rétablir quelques faits, quand certains brocardent l'agressivité des manifestant-e-s et leurs dégradations. D'un côté quelques jets de peinture, la destruction d'une succursale de Vinci et d'un bureau de la régie des transports nantais, la TAN². Les autres actes sont largement le fait de réactions aux actes des forces de répression, mêlant des manifestant-e-s ordinaires révolté-e-s et des militant-e-s plus jeunes.

De l'autre les canons à eau, les flashball qui ont encore mutilé (un jeune aurait à nouveau perdu un œil), les lacrymogènes envoyés dans des groupes de manifestant-e-s comprenant des personnes âgé-e-s, des femmes avec leur enfant, etc. (ayant nous-mêmes suffoqué sous les lacrymogènes, nous avons pu constater cette volonté délibérée de semer la terreur).

Mais les forces de l'État ne se sont pas arrêtées là, dans leur volonté de "nettoyage" : après avoir repoussé les manifestant-e-s du cours des 50 otages, et contrairement à ce que tout le monde pensait, la police a continué à charger les manifestant-e-s, sur la place de la petite Hollande, au bord de la Loire, où la manifestation s'était arrêtée. Ainsi de paisibles client-e-s des bars ont suffoqué dans les lacrymos, dont le gaz envahissait les rues du centre de Nantes (il est à noter que les manifestant-e-s n'ont dégradé aucun commerce).

La lutte peut être gagnée !

Les discours gouvernementaux ne sauraient cacher ce fait : la manifestation est la plus importante depuis le lancement du mouvement

2. Si la solidarité avec les conducteurs de tramway ou de bus de la TAN, dont les conditions de travail sont très difficiles, va de soi... il n'empêche que la direction de l'entreprise emploie des méthodes inacceptables face aux usager-e-s, notamment jeunes et issu-e-s de l'immigration. D'où sans doute cet acte.

contre l'aéroport. Le rejet du projet par la population locale s'amplifie.

Et maintenant les suites seront une question de rapport de forces face à un pouvoir défendant ici comme ailleurs les intérêts du capitalisme. C'est aussi un autre enseignement de la manifestation : oui, elle a été le lieu d'affrontements sans précédent à Nantes. C'est le reflet d'une stratégie de l'Etat donnant le primat à la répression pure et simple, mais qui se heurte à la ténacité d'un mouvement social prenant un caractère de masse et po-

sant la question de la rupture avec la politique menée.

D'autres manœuvres sont à prévoir. Ainsi certains aujourd'hui ciblent la ZAD³ comme responsable des violences, quasiment comme un repaire de terroristes. Ce qui peut préfigurer l'emploi de la manière forte pour en déloger les occupant-e-s. Mais d'un autre côté, le gouvernement voit bien à quelle résistance il se heurtera s'il persiste dans sa volonté, puisque le mouvement grossit et prend la dimension d'une révolte de masse.

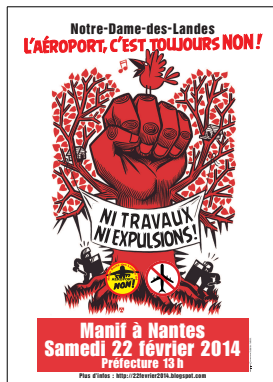
C'est pourquoi la solidarité active avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes est un enjeu pour tout le mouvement ouvrier. Et cela commence maintenant, en agissant pour que la responsabilité des policier-e-s, et de leur hiérarchie, responsables de violence, soit clairement pointée. Plus que jamais, il faut s'impliquer de manière active dans la lutte.

Emmanuelle et Quentin (syndicalistes FSU/Emancipation qui ont participé à la manifestation),
le 28 février 2014

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Notre-Dames-des-Landes : Ayrault, Vinci & co, dégage !

Tous et toutes à Nantes le 22 février



Affiche d'appel à la manif

Article publié dans l'hebdomadaire du NPA, *L'Anticapitaliste* n°229

Il y a un an, l'État retirait pitoyablement ses 1 200 policiers et gendarmes dépêchés pour vider la ZAD. Les opposantEs avaient fait preuve d'une détermination et d'une cohésion exemplaires malgré leur hétérogénéité : agriculteurs, riverains, écologistes, forces de la gauche alter-

native... Refusant de se laisser diviser entre « opposants responsables » et « casseurs violents », cette coalition mettait en échec les gesticulations sécuritaires de Valls et s'attirait une large sympathie dans l'opinion, obligeant le gouvernement et les bétonneurs à une pause.

Aujourd'hui, même si l'approche des municipales oblige le PS à une certaine prudence, la situation se tend. Les différents recours déposés devant les instances de l'État bourgeois ont évidemment donné raison à ce dernier, et le préfet de la Loire-Atlantique a signé en décembre les arrêtés préparatoires au lancement des premiers travaux. La police, quasiment invisible ces 12 derniers mois, se montre de plus en plus présente autour de la ZAD et le harcèlement procédurier de Vinci se poursuit contre les occupantEs.

C'est dans ce contexte qu'une

manifestation est appelée à Nantes le 22 février. Dans la lignée de la chaîne humaine du 11 mai et du festival militant des 3 et 4 août (événements qui avaient chacun rassemblé près de 40 000 participantEs), il s'agit d'une échéance nationale rassemblant les acteurs locaux de la lutte et leurs soutiens. Une échéance politique d'autant plus importante qu'elle se déroule dans la ville du Premier ministre Jean- Marc Ayrault, premier pourvoyeur du projet.

Plus que jamais, mettons en échec l'aéroport et son monde, celui du béton comme seul avenir et du profit comme unique moteur !

Pour une perspective anticapitaliste

Le NPA, membre du collectif des organisations contre l'aéroport, ne peut que soutenir cette initia-

3. Zone à Défendre, située sur le territoire du projet d'aéroport, et où se trouvent les opposant-e-s du territoire concerné.

tive, et cela d'autant plus que le climat politique actuel est particulièrement propice au détournement de la lutte vers les impasses institutionnelles, régionalistes, corporatistes. Les élections municipales aiguisent les appétits, notamment à EÉLV, et le leader des bonnets rouges, Christian Troadec nous refait le coup de l'union sacrée entre les classes sociales, appelant « les paysans, les ouvriers [...], les petits entrepreneurs, commerçants, artisans, l'ensemble des citoyens » bretons à la manifestation du 22.

D'où la nécessité d'afficher une perspective résolument anticapitaliste. Nous ne luttons pas pour que les patrons, grands ou petits,

de Bretagne ou d'ailleurs, puissent continuer d'exploiter et de licencier tranquillement après avoir défilé. Nous n'accordons aucun crédit aux élus qui jurent être contre le projet mais refusent de s'opposer au gouvernement qui le porte, préférant les négociations feutrées au rapport de forces direct.

Nous voulons une société débarrassée de l'oppression que le capital fait peser sur les humains et sur l'environnement, une société où les besoins de la majorité passent avant les intérêts de quelques-uns. Faire reculer le gouvernement et les capitalistes sur Notre-Dame-des-Landes constituerait un formidable encouragement

aux luttes en cours et en germe.

**Ni travaux, ni expulsions :
l'aéroport c'est toujours non !**

Infos

Informations pratiques
pour la manifestation :

- <http://22fevrier2014.blogspot.com>
- <http://www.annonces-ndl.org>

Comités NPA de Nantes et
Saint-Nazaire,
le 12 février 2014

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Notre-Dames-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme



Un consensus de toutes les forces bourgeoises

L'idée d'un grand aéroport aux alentours de Nantes remonte au début des années 60. Pour le pouvoir

gaulliste, il s'agit d'ouvrir la région aux vols long-courrier, notamment au Concorde, ainsi qu'au fret international. Le site de Notre-Dame-des-Landes, à vingt kilomètres au nord-ouest de Nantes, est choisi en 1968, et en 1974 une Zone d'Amé-

nagement Différée¹ (ZAD) de 1200 hectares y est créée.

Une première contestation apparaît alors avec l'Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport (ADECA), qui rassemble plusieurs centaines d'agri-

1. Mécanisme de droit foncier permettant à une collectivité locale, en l'occurrence le Conseil Général de Loire-Atlantique, de bénéficier d'un droit de préemption sur tous les biens immobiliers d'un secteur.

culteurs locaux. Sa mobilisation, conjuguée à la crise pétrolière des années 70, enterre provisoirement le projet.

Il est relancé en 2000 par le gouvernement de la Gauche Plurielle. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et baron du PS tient à ce projet de prestige. Le vieux fond productiviste du PCF apporte son soutien au projet et Dominique Voynet, ministre de l'Environnement et principale figure du parti Les Verts, n'est pas en reste. Le 30 octobre 2000, elle déclare à l'Assemblée Nationale : *« nous avons un effort particulier à réaliser en faveur du rééquilibrage de la localisation des équipements vers l'ouest de notre pays. C'est pourquoi il a semblé nécessaire, compte tenu des nuisances qui pesaient sur les habitants de Nantes, de déplacer l'aéroport actuel sur le nouveau site de Notre-Dame-des-Landes »*².

Le projet d'étude est finalisé en 2007, et reconnu d'utilité publique dans la foulée (quelques mois après que le « Grenelle de l'environnement » ait annoncé le gel de toute nouvelle construction d'aéroport, mais il s'agit officiellement d'un simple « transfert »...). Pour le mettre en œuvre, un partenariat public/privé est élaboré sur appel d'offre : la construction et la gestion du futur aéroport sont confiées à la société Aéroports du Grand Ouest, détenue à 85% par le géant du BTP Vinci (et qui gère déjà l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique ainsi que celui de Saint-Nazaire).

Une contestation hétéroclite qui se radicalise

La relance du projet entraîne celle de son opposition, très diverse :

- L'ADECA, réactivée en 2000, se voit attribuer un traitement de faveur autant pour des raisons historiques que pour institutionnaliser l'opposition. Elle est ainsi la seule association pouvant participer aux débats du syndicat mixte d'études au cours des années 2000 (encore que cette faveur ne vaille que pour les questions agricoles ; elle n'est pas reconnue compétente sur les autres aspects). Malgré des coups d'éclat symboliques (ex : manifestations rassemblant des centaines de tracteurs) l'association ne cherche pas véritablement à communiquer au delà du monde agricole et son discours reste très corporatiste.
- L'ACIPA (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport), créée en 2000, se veut le pendant généraliste de l'ADECA. Très dynamique, elle parraine la constitution de comités de soutiens dans toute la France et coordonne les grandes manifestations organisées périodiquement sur la ZAD (chaîne humaine, festivals). Malgré un discours légaliste lénifiant, elle offre un réel espace alternatif et militant, un peu à l'image de ce que furent les écologistes des années 70.

- En Loire-Atlantique, une Coordination contre le projet d'aéroport rassemble une cinquantaine d'organisations. Parmi les plus actives on compte le NPA, le PG, les membres du « troisième pôle » du Front de Gauche, Solidaires, la Confédération Paysanne³. Sont également présents des associations de riverains de défense de l'environnement.
- Le CédPA (collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport), rassemble un petit millier d'élus locaux. S'il se targue d'une certaine expertise technique, il ne conçoit évidemment pas de solution autre qu'institutionnelle et son action se réduit à d'inaudibles motions présentées dans les assemblées locales.
- À partir de 2007, et surtout après le Camp action climat d'août 2009, les fermes abandonnées par les agriculteurs qui acceptent de vendre leur terres sont reprises par des occupants illégaux qui renomment la ZAD « zone à défendre ». Ces « zadistes » établissent de petites communautés autogérées, cultivent les terrains laissés à l'abandon et tissent des relations, parfois tendues, avec les habitants et paysans des alentours. Des initiatives très intéressantes y naissent : organisation de cuisines collectives, de potagers bio, création d'une radio libre (Radio Klaxon, qui émet sur la fréquence de Vinci autoroutes), stage de construction (de cabanes, d'éoliennes, etc.), mise sur pied d'une cabane non-mixte qui héberge les femmes qui le souhaitent et

2. archives.assemblee-nationale.fr/11/cr/2000-2001-ordinaire1/036.pdf Si les écologistes gesticulent beaucoup aujourd'hui pour faire oublier ce fait d'arme, le PCF reste constant dans sa position, ayant même l'ignominie de renvoyer dos-à-dos flics et opposants dans « l'escalade de la violence »...

3. Seul syndicat agricole résolument opposé au projet et participant à la lutte. La Coordination Rurale est théoriquement contre mais a déserté dès la fin de l'année 2012 un combat jugé trop radical, arguant de sa « responsabilité syndicale » et condamnant les zadistes. La FDSEA (qui avait soutenue la première ADECA dans les années 70) et les JA refusent de s'opposer au projet, se bornant à réclamer une meilleure indemnisation des paysans expropriés. Quant au MODEF, proche du PCF, il s'abstient prudemment de prendre position.

distribue une importante littérature féministe : plus qu'une simple protestation, la lutte devient l'expression d'un mouvement positif, pour un autre mode de vie, pour une société solidaire et non-marchande⁴. Des communautés sont régulièrement expulsées sur décision de justice, et reviennent tout aussi régulièrement réoccuper les lieux. Cet ensemble hétérogène est plutôt jeune, proche des milieux autonomes, et revendique une certaine marginalité : pas de travail salarié, pas d'adresse fixe, pas de porte-parole. En 2013, on estime qu'ils sont entre 100 et 300, selon les saisons.

L'Etat tente évidemment de diviser le mouvement et d'isoler les zadistes. Reste que les autres acteurs, s'ils expriment parfois des regrets en cas de débordements violents, se gardent bien de les condamner en bloc. Et pour cause : ce ne sont pas les discours ou les actions en justice qui empêchent les travaux de commencer, mais bien la présence physique permanente d'occupant-e-s déterminé-e-s. D'ailleurs, les concessions du gouvernement (calendrier repoussé, surface du projet ramenée à 730 ha) n'ont pas calmé l'opposition, dont leur seul mot d'ordre reste le refus d'un nouvel aéroport : « ni ici, ni ailleurs ».



La bataille pour la ZAD

Le 12 octobre 2012, le gouvernement qui espère alors lancer les travaux de construction en 2013 et ouvrir l'aéroport en 2017, tente de vider la ZAD de ses occupants une fois pour toute. C'est l'opération César : plus de 1200 policiers et gendarmes, appuyés par des hélicoptères, sont envoyés expulser les zadistes et détruire leurs cabanes. L'ampleur et la violence de l'opération, cependant, loin de décourager les occupants, renforce leur combativité. Des barricades sont érigées sur les routes de la ZAD, les fermes transformées en camps retranchés⁵. Mieux encore : une large partie de la population locale, très au delà des cercles militants, les soutient : des riverains les ravitaillent en nourriture et en matériel, des agriculteurs mettent à leur disposition champs et hangars. Et des aspirants zadistes arrivent de toute la France, et même plus⁶, pour renforcer la lutte. L'opération ne fait que rouvrir un débat que le gouvernement espérait clos, et lui donne une portée politique nationale.

La situation commence à échapper au gouvernement. Les expulsés reviennent chaque jour plus nombreux. Des dizaines de

milliers de manifestants viennent soutenir la lutte à la ZAD même le 17 novembre. Dans plusieurs villes de France, des permanences du PS sont attaquées. EELV, pourtant jamais à un renoncement près, menace sérieusement de quitter la majorité. Même les flics finissent par se lasser de cette opération rapide qui n'en finit plus⁷ ! Ayrault est finalement obligé de reculer et annonce en janvier que les policiers seront retirés le temps que divers recours judiciaires contre le projet soient examinés. Entre temps, une « commission de dialogue » est mise sur place. L'État a annoncé la reprise des travaux pour début 2014. Une manifestation est prévue pour le 22 février. Le comité de défense de l'emploi de Carhaix envisage d'y appeler : c'est un enjeu majeur que ces deux luttes qui font peur au gouvernement puissent converger.

Contre l'aéroport... et son monde

Les arguments avancés contre l'aéroport sont divers :

- Techniques : l'unique piste de l'actuel aéroport peut accueillir bien plus 3,5 millions de passagers annuels, limite fixée par l'enquête publique et qui devrait être atteinte d'ici quelques années (3,2 millions en 2011). Des aéroports comme Genève ou San Diego dépassent largement les 10 millions avec une seule piste.
- Financiers : sur un budget prévisionnel de 556 millions d'euros

4. Bien sûr, toutes les personnes présentes à la ZAD ne partagent pas cette vision et la présence de voyous et de dealers est parfois à déplorer. Cela rend d'autant plus regrettable l'absence d'une véritable auto-organisation sur place : les AG de la ZAD sont surtout des lieux d'échange et d'information, les décisions prises étant rares et aucun organe légitime n'existant pour les faire appliquer. Pour plus d'information, il existe un site très complet fait par des zadistes et sympathisants : zad.nadir.org

5. Hypocrisie du droit bourgeois : la trêve hivernale interdit l'expulsion de ceux qui occupent, même illégalement, des bâtiments en dur. En revanche, les occupants des cabanes ne bénéficient d'aucune protection.

6. Manuel Valls mentionne les « squatteurs, souvent étrangers » qui font de Notre-Dame-des-Landes un « kyste ». Un an avant sa grande campagne anti-Roms, le gouvernement Ayrault étalait déjà son chauvinisme criard

7. <http://www.unitesgppolice.com/article;4497;aeroport-notre-dame-des-landes.html> Rythme pénible, fatigue importante, risques accrus... matraqueur professionnel est un bien dur métier !

ros, plus de 240 doivent être versés par l'État et les collectivités locales. N'y-a-t-il donc rien de plus urgent que l'on pourrait faire de cette somme ?

- Écologiques : le mécanisme de la ZAD a permis de préserver le site de l'extension urbaine nantaise. Aujourd'hui, quasiment toute la bio-diversité de l'aire urbaine de Nantes y est concentrée.
- Économiques : une fois les travaux réalisés, très peu d'emplois seront au final créés, ceux de Nantes-Atlantique seront juste transférés. En revanche, un grand nombre d'exploitations agricoles auront disparues.

Mais ces arguments ne sont pas satisfaisants car fondamentalement interclassistes. D'ailleurs, plusieurs forces bourgeoises ont fait connaître leur opposition au projet : le FN raille la lubie d'Ayrault, la CCI de Vendée pleurniche

sur l'avantage déloyal qu'un tel équipement donnerait au patronat de Loire-Atlantique...

Pour nous la question dépasse de très loin l'aéroport, elle pose directement la question du modèle de société que nous voulons. Il ne s'agit pas de savoir combien de passagers un aéroport peut accueillir, mais si nous voulons laisser les capitalistes développer les transports polluants.

Il ne s'agit pas de débattre du montant auquel la collectivité doit financer une entreprise privée, mais de dénoncer un tel financement. Ce qui implique de s'opposer, bien au delà des seuls partenariats public-privés, aux multiples façons dont les patrons bénéficient de l'argent des contribuables (allègement de cotisations, crédit d'impôt, aides à la compétitivité...).

Il ne s'agit pas de savoir où placer des zones naturelles protégées, mais de mettre un arrêt total à l'artificialisation des sols, et tant pis

pour les bétonneurs ! Vinci, comme toutes les entreprises de BTP, vit de commandes publiques et serait prêt à construire n'importe quoi n'importe où pourvu que cela remplisse son carnet de commande. A ce titre, l'aéroport n'est qu'un des nombreux grands projets imposés et inutiles qui nous pourrissent la vie.

En affirmant le droit à un environnement sain et non-pollué pour tous et toutes, contre la logique du profit, cette lutte contient donc bien des germes anticapitalistes. Il appartient aux révolutionnaires de s'appuyer sur ces revendications, sans subordonner leur programme aux intérêts des diverses factions bourgeoises opposées à l'aéroport.

Contre l'État, contre les capitalistes et contre l'idéologie productiviste : ZAD partout !

Kolya Fizmatov et Jimi Denantes,
le 20 janvier 2014

PSEUDO-ÉCOLOGIE POLITICIENNE

COP 21, l'enfumage planétaire !



À lire ou à écouter les commentaires « à chaud » des soldats du capital, médias ou politiques, on a eu l'impression au sortir de la COP 21, qu'un accord historique venait

d'être rédigé entre les 195 pays participants.

Et les protestations des ONG écologistes n'y ont rien fait, ce sont les larmes de Fabius qui ont défilé

en boucle sur les écrans géants de la propagande capitaliste.

Examinons donc « à froid » ce qu'il en est réellement.

Depuis 20 ans, les "négociateurs" des COP ont toujours finalisé des engagements non contraignants qui n'ont donc jamais eu vocation à aboutir. C'est bien pour cette raison que nous en sommes arrivés à un état d'urgence climatique puisque depuis des décennies nous battons des records d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Cette COP 21, quoiqu'ils en disent, ne fait pas exception à la règle.

Passons rapidement sur les phrases creuses du texte final dont le ridicule n'aura échappé à personne et notamment la pire de toutes :

"le pic des émissions de GES devra être atteint dès que possible"

Passons également sur les lacunes évidentes de ce texte :

- Aucune remise en cause d'aucun grand projet inutile imposé.
 - Si les forêts sont citées, elles sont perçues de manière utilitaire comme des réservoirs à carbone.
 - Enfin un fait remarquable : le mot "énergies renouvelables" n'existe même pas une seule fois dans le traité.
- Passons enfin sur le caractère irresponsable des délais envisagés et des prétendues contraintes imposées aux États : Pour être considéré comme adopté, au moins 55 pays représentant 55% des émissions de gaz à effet de serre devront ratifier le texte. Et rien ne sera vraiment gravé dans le marbre : jusqu'à trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, un pays pourra librement se retirer.
- Et de toute façon, tel qu'il est formulé, l'accord ne prévoit pas de clause de révision des politiques avant 2025, soit dans dix ans !
- Et pourtant, même additionnées, les promesses actuelles ne permettraient de limiter le réchauffement qu'à 3°C au mieux ; bien loin des 1,5 ou 2° claironnés par Fabius
- Pour limiter le réchauffement à 1,5°C (selon les hypothèses de sensibilité climatique du GIEC), **il faut cesser totalement de consommer à l'échelle mondiale charbon pétrole et gaz dès 2025**, énergies qui pèsent aujourd'hui 80% dans le mix mondial. Prétendre que l'on va y parvenir avec le fameux texte de la COP21 relève de l'escroquerie intellectuelle.
- Passons car tout cela n'est pas le moins du monde étonnant : un rassemblement des laquais du capital ne pouvait déboucher sur rien d'autre
- Le texte final ne laisse d'ailleurs aucun doute sur le maintien des orientations du monde : pour sau-

ver le climat, ayons recours au capitalisme effréné !

Complètement déconnecté de ses causes systémiques, le changement climatique y est présenté comme "l'ennemi principal", contre lequel il s'agit d'élaborer des "ripostes" grâce aux transferts de technologies industrielles (tout cela sans transfert public de propriété, sous le contrôle de nos capitalistes et pour leurs plus grand profit) et à d'éventuels financements pour la mise en œuvre de mesurètes d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique (articles 9 et 10).

Pour ces bandits, le changement climatique n'est donc rien d'autre qu'une opportunité guerrière pour la croissance industrielle et le développement capitaliste "durable", avec à la clef un marché ouvert vers les pays en développement.

Bref rien ne change !

Les peuples qui subissent d'ores et déjà les effets dévastateurs de l'actuel dérèglement climatique suite à l'élévation de la température moyenne de la planète de 0,85° C depuis 1990, vont devoir patienter encore sous les coulées de boues.

Les commentateurs béats ont parlé de "saut qualitatif" !

Mais en réalité, le seul saut qualitatif remarquable, c'est que la COP de Paris aura entériné définitivement la marchandisation du climat au moyen d'une fantastique mascarade de "greenwashing" et de banalisation du lobbying des multinationales les plus climaticides, toutes présentes pour sponsoriser ce "merveilleux évènement historique".

Ces mêmes multinationales sont responsables des 2/3 des émissions de GES. L'État français leur devait bien ça !

Les choses sont désormais claires. Une seule solution s'offre désormais à l'humanité pour éviter

la catastrophe : sortir du système capitaliste prédateur (fut-il déguisé en vert), sortir du mode de vie productiviste / consumériste, sortir de la compétition mondiale pour que chacun dans ce monde puisse accéder aux besoins fondamentaux, dans une jouissance raisonnable des richesses offertes par notre planète.

Les manifestations qui ont eu lieu autour de la COP 21 ont ras-

semblé des dizaines de milliers de personnes alors même que l'état d'urgence imposé après les attentats du 13 novembre a permis au gouvernement de casser le mouvement gigantesque qui se préparait

L'humanité dans sa majorité n'est désormais plus dupe des mensonges des chefs d'État et des industriels.

Un boulevard est ouvert pour les révolutionnaires, pour celles et

ceux qui veulent réellement changer ce monde. et pas seulement réformer le capitalisme.

Nos idées sont plus que jamais à l'ordre du jour, n'ayons pas peur de les proposer fièrement, sans compromis, sans complexe aucun car les assassins de la planète eux, ne nous feront aucun cadeau.

Claude Kaiser,
le 21 décembre 2015

PSEUDO-ÉCOLOGIE POLITICIENNE

COP 21... ou Comm' 21 ?



Alors que la Conférence sur le climat se rapproche (30 novembre-11 décembre), le gouvernement intensifie sa communication sur l'événement. Officiellement, il s'agit de stimuler la "participation de la société civile", terme hypocrite qui englobe « citoyens, entreprises, territoires. »

Mais il s'agit avant tout pour

le PS de tirer parti au maximum de cet événement pour se donner une image « écolo ». Au total, le budget comm' est de 11 millions d'euros, sur un budget total de 187 millions. Les « bourgeois verts » n'ont pas peur du ridicule, jusqu'à balader des animaux fluo en plastique et appeler cela « Arche de Noé XXI »¹. De quoi essayer de

faire oublier que le budget global du ministère de l'écologie n'a fait que baisser depuis l'arrivée du PS en 2012 (ce qui avait notamment conduit Delphine Batho à la porte après son coup de gueule).

Le ministère envoie aussi des missionnaires dans tout le pays via son « Train du climat »², alors que notre société se rapproche plu-

1. <http://www.archedenoeclimat.com/>

2. <http://messagersduclimat.com/>

tôt du train du film *Snowpiercer*... Mais cela permet à un chimiste comme Arkéma de parler de ses « actions concrètes » pour l'économie circulaire, comme... avoir produit le plastique recyclé de l'Arche de Noé XXI!³ En tout cas, c'est un bel exemple d'argument circulaire.

Plus généralement, il ne fallait pas s'attendre à grand-chose d'autre, étant donné que les grands groupes (Total, Shell, Vinci, Engie...) sont omniprésents parmi les sponsors de la Conférence⁴. L'Etat est au service de ces capitalistes et accompagne leur « greenwashing ».

D'ailleurs le ministère mobilise ses services pour distribuer des subventions « vertes » aux entreprises... en demandant à cibler les actions rapides (comprendre : d'ici la COP 21). Or la plupart des investissements qui auraient du sens écologiquement se placent sur du long terme (pas intéressant pour les politiciens) et des sommes conséquentes (pas intéressant pour les financiers).

La ministre de l'écologie n'a donc plus qu'à s'adresser à la fameuse « société civile », pour diluer les responsabilités. Par exemple en mettant en ligne depuis le 17 octobre (J-44) des vidéos sur le thème : « chaque jour, une action simple et concrète pour agir ». Elles mettent en avant des actions faisant la plupart du temps déjà partie

du décor :

- **"17 octobre"** : le crédit d'impôt transition énergétique pour rénover son logement. » Mais le crédit d'impôt ne profite qu'à ceux qui peuvent se payer ces travaux, donc en plus d'être injuste, c'est une mesure inefficace pour systématiser l'isolation des logements. C'est un service public qu'il faut mettre en place.
- **"18 octobre"** : découvrez les 500 territoires à énergie positive engagés dans la transition énergétique près de chez vous. » Il s'agit surtout de féliciter les collectivités qui ont le plus de moyens d'avoir pu se permettre d'arroser de plus de subventions des capitalistes verts.
- **"19 octobre"** : découvrez comment développer la méthanisation sur votre territoire. » Le ministère félicite quelques initiatives positives comme l'utilisation de la décomposition de déchets organiques pour produire de l'électricité ou de la chaleur. Mais il faudrait une vraie planification pour utiliser ce potentiel au delà de quelques exploitations agricoles (intégration à des réseaux de chaleur...).
- **"20 octobre"** : découvrez les aides du ministère pour encourager l'usage du vélo. » Ceux

qui vont en vélo au travail auront aussi droit à une indemnité transport. Bien, pour les quelques une-e-s qui ont cette possibilité. Mais cela ne va pas rapprocher les lieux de vie des lieux de travail pour la grande majorité.

- **"21 octobre"** : retrouvez 1000 citoyens dans le vent, à Béganne en Bretagne. » Des habitant-e-s se sont cotisés pour faire implanter des éoliennes. On ne peut que les féliciter. Mais ce gouvernement qui appauvrit la classe travailleuse est-il cynique au point de penser que nous allons faire décoller l'éolien (3% en France pour l'instant) avec nos porte-monnaies ?
- **"22 octobre"** : l'engagement des enseignes de la grande distribution dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. » Quelques mesures positives (interdiction des sacs plastiques, interdiction de la destruction des invendus alimentaires). Mais que fait-on pour le gaspillage situé « en amont » (54% du total), comme les poissons rejetés morts par les chalutiers, les fruits rejetés au calibrage...

Julien Varlin,

le 26 octobre 2015

3. <http://smarthouse-arkema.com/arkema-monte-a-bord-du-train-climat-aux-cotes-de-luic/>

4. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/05/29/conference-sur-le-climat-cop-21-la-france-deroule-le-tapis-rouge-p>

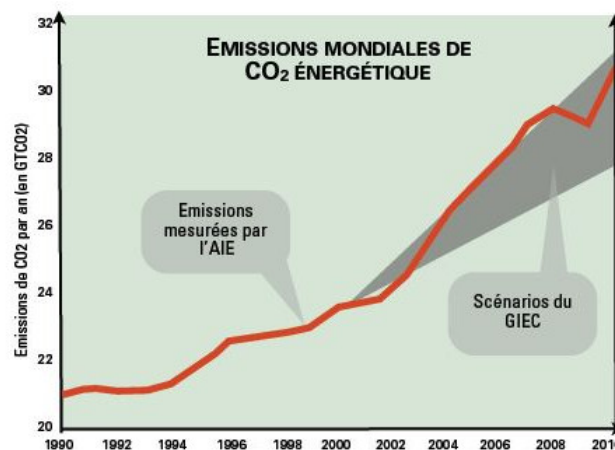
ÉCOLOGIE

Le 5^e rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a rendu le 13 avril un rapport complet sur les changements climatiques. Il s'agit du 5^eme rapport depuis celui de 1990, qui actait déjà la reconnaissance par la communauté scientifique du lien direct entre

émissions de gaz à effet de serre et tendance au réchauffement. Dans la sphère politique, cela a donné lieu à beaucoup d'agitation depuis 25 ans : Convention-cadre des Nations unies, Protocole de Kyoto, trois Sommets de la Terre, Conférence de Copenhague... Dans l'at-

mosphère en revanche, c'est une accélération des émissions que l'on constate. La trajectoire suivie aurait même dépassé le pire des scénarios que faisait le GIEC, s'il n'y avait pas eu le krach de 2008¹.



90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions

La grande mode à présent est de pointer du doigt la Chine, qui a détrôné en 2006 les États-Unis comme plus gros émetteur au monde. Mais d'une part, aussi bien les États-Unis, que le Japon et l'Union européenne ont vu leurs émissions augmenter, et d'autre part, le boom des émissions de la Chine est en majeure partie lié aux nombreuses délocalisations d'industries. Or le CO2 des multinationales n'a pas de patrie, et vu la destination de l'essentiel de la pro-

duction mondiale, c'est surtout sur le compte des vieux pays impérialistes qu'il faudrait le mettre. Une étude de 2013 vient d'ailleurs rappeler que 90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions².

« Menaces sur la stabilité mondiale »

Les rouages – complexes – du climat et des conséquences du réchauffement / dérèglement sont de mieux en mieux connus. On connaît de plus en plus de conséquences possibles en plus de la fameuse montée des eaux d'un mètre d'ici à 2100 : propagation de maladies facilitée, accentuation à la

fois des sécheresses et inondations, perturbation d'écosystèmes entiers et de l'agriculture... Aujourd'hui, un tiers des espèces vivantes sont menacées. En se découvrant toujours plus de sa calotte, le pôle Nord est en train de devenir un nouveau terrain de luttes entre impérialistes pour les hydrocarbures, les minerais...

Le rapport confirme également qu'à l'échelle mondiale, les pays dominés subiront davantage les crises écologiques, et en particulier l'Afrique et l'Amérique du sud sont plus exposées à l'insécurité alimentaire. Et au sein de chaque pays, les conséquences seront différentes selon la classe sociale.

1. Mais qui aussi entraîné une baisse des investissements en économies d'énergie (-20% en 2009).

2. <http://www.bastamag.net/90-entreprises-sont-responsables>

Mis bout-à-bout, ces risques sont jugés si importants que le rapport du GIEC évoque des risques pour la stabilité mondiale.

« Le changement climatique peut indirectement augmenter les risques de conflits violents comme les guerres civiles ou les affrontements inter-groupes, en amplifiant des déterminants bien connus de ces conflits, comme la pauvreté et les chocs économiques ».

On voit toute l'ambiguïté de cette notion de « stabilité ». De quels « affrontements inter-groupes » s'agit-il ? Nous ne voulons pas d'un avenir fait de déplacements massifs de populations et de guerres fratricides pour les ressources, alors que dans ce système qui ne profite qu'à une minorité, tant de ressources sont gâchées et accaparées. Mais précisément pour mettre hors d'état de nuire les dirigeants qui mènent la locomotive droit dans le mur, il faut que la majorité travailleuse s'empare des outils de production (et de pollution). Il s'agit de changer le moteur de la locomotive, afin de produire pour satisfaire les véritables besoins, alors qu'aujourd'hui une production hors de notre contrôle façonne nos besoins pour écouler la camelote capitaliste. Cet « affrontement inter-groupe » là, la lutte de classe, est légitime et nécessaire.

Le GIEC appelle à une « révolution économique » ... De quoi s'agit-il ?

Le GIEC ne prône bien sûr pas cette voie. L'objectif de repli serait de limiter le réchauffement à 2°C – seuil qui sera franchi dès 2030 – ce qui suppose de réduire les émissions mondiales entre 40% et 70% d'ici 2050 et de les ramener à un niveau « proche de zéro », d'ici la fin du siècle. « Si les gouvernements le veulent », il est encore possible d'enclencher une « révolution économique » avec les technologies existantes, nous dit le rapport du GIEC. Quelle révolution ?

On retrouve prônée l'amélioration de l'efficacité énergétique, dans la continuité de ce que l'on entend depuis plus de 30 ans. L'efficacité s'est perfectionnée dans la plupart des domaines, mais en étant bien incapable de compenser la croissance de la production et du commerce. Ce n'est donc pas là qu'est la nouveauté.

En termes de solutions techniques un peu plus musclées, le GIEC propose de s'en remettre aux « énergies bas carbone ». Ce terme, issu directement de l'influence de certains lobbies, regroupe aussi bien les énergies renouvelables, que les centrales nucléaires et les agrocarburants. Or les dangers de la fission nucléaire et le problème de ses déchets ne sont plus à démontrer, ni la tendance des carburants agricoles à supplanter des terres utilisées par l'agriculture vivrière des pays pauvres. On sait aussi que les énergies renouvelables seront les perdantes de ce trio, n'offrant pas une rentabilité suffisante aux capitalistes pour

qu'ils s'y intéressent vraiment.

Autre idée empoisonnée : il faudrait soi-disant développer le captage-stockage du CO₂. C'est-à-dire injecter sous terre le CO₂ émis. Une excellente couverture « verte » pour justifier que les grandes compagnies pétrolières et minières continuent à exploiter leurs stocks (encore plus de 150 ans de charbon à écouler). Et peut importe les énormes risques, locaux et climatiques, que ces bulles de CO₂ feraient courir à l'humanité.

Conclusions - collusions

Les conclusions des rapports du GIEC sont donc clairement à rejeter. Celles-ci ont un poids dans la politique internationale, et elles sont donc très lourdement influencées par un intense lobbying. La reconnaissance internationale du travail des centaines de chercheurs du GIEC est utilisée ici précisément pour donner à ces conclusions une apparence de nécessité objective.

Mais nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra. Il est possible de sortir rapidement du nucléaire, du pétrole et du charbon. Cela nécessite de débloquer l'argent que les capitalistes refusent d'investir dans les énergies renouvelables, et surtout, de mettre fin au mode de production capitaliste, à ses aberrations et à son productivisme. Cela, ce n'est pas une solution technique, mais une solution sociale : la planification en fonction des besoins, que seuls les travailleur-se-s peuvent mettre en place.

Ernest Everhard,

le 21 avril 2014

ÉNERGIES FOSSILES

Il n'y a rien à attendre du sommet de Copenhague !



Contre les illusions altermondialistes et réformistes, il faut dire clairement que la catastrophe climatique ne peut être évitée sans la socialisation des moyens de production.

Du 7 au 18 décembre aura lieu à Copenhague la conférence de l'ONU sur le changement climatique. Il est bien évident que de cette conférence ne sortira aucun accord à la hauteur de l'enjeu, à savoir : éviter la catastrophe climatique qui menace l'humanité. En effet, les dirigeants des principaux pays impérialistes qui vont décider du fond des accords défendront avant tout les intérêts de leur bourgeoisie nationale. Or ces intérêts sont fondamentalement incompatibles avec toute réduction significative des gaz à effet de serre,

aussi bien dans les principaux secteurs de l'industrie traditionnelle (industrie chimique, sidérurgie, automobile...) que dans les secteurs de pointe de la « nouvelle économie » (les serveurs des entreprises basées sur le web comme Google, Yahoo ou encore Facebook sont en fait extrêmement gourmands en électricité, contrairement au mythe largement entretenu de l'immatérialité des activités du Web¹).

Pourtant se pourrait-il – comme certains voudraient nous le faire croire – que, face à la gravité de la menace, les dirigeants impé-

rialistes puissent mettre de côté les intérêts particuliers de leur bourgeoisie afin de travailler ensemble pour le bien de l'humanité ? L'histoire des deux guerres mondiales prouve évidemment le contraire : toutes les conférences « pour la paix » n'ont jamais pu éviter ces cataclysmes qui ont coûté la vie à des dizaines de millions d'êtres humains. Qu'il s'agisse de catastrophes climatiques ou guerrières, ce ne sont ni les sentiments ni le sens de la « responsabilité » qui sont en jeu, mais bien la logique inhumaine du mode de production

1. C'est ce qu'a dénoncé, par exemple, le dossier « Le piège Internet » du n° 58 du journal La Décroissance paru en avril 2009. Ce cas de désinformation est exemplaire de la façon dont sont biaisés à la base les grands sujets écologiques et de santé publique.

capitaliste.

Le collectif UCJS sème des illusions inacceptables sur le sommet de Copenhague

Plusieurs collectifs appellent à des manifestations en marge du sommet de Copenhague. En France, le collectif « Ultimatum climatique », regroupant entre autres Greenpeace, la Fondation Nicolas Hulot ou encore le Secours Catholique, propose d'envoyer des cartes postales à Nicolas Sarkozy (avec les cartes contre la privatisation de la poste, cette pratique ridicule et démobilisatrice devient une mode !) pour lui demander gentiment de bien vouloir « *œuvrer en faveur d'un accord international sur le climat mettant un terme à la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre* ». Comme le caractérise correctement le Comité exécutif (CE) du NPA, ce collectif « *s'inscrit dans une démarche prônée par les grandes ONG environnementalistes de la mobilisation populaire mais cherchent à souffler aux oreilles des gouvernants ce qu'ils doivent faire* ».

Le collectif « Urgence Climatique, Justice Sociale » (ou UCJS) et son satellite l'UCJS-jeunes regroupent quant à eux diverses associations (Attac, Fondation Copernic, LDH...) et syndicats (Solidaires, UNEF) et jouit du soutien de certains partis politiques (Alternative Libertaire, Les Alternatifs, Les Verts, MJS, PG, NPA... mais pas le PCF, LO ou le POI). Pour justifier la participation du NPA à ce collectif, le CE trouve que, « *côté plus, il est critique envers l'UE, les mécanismes marchands, les agrocarburants, le nucléaire, il essaye d'articuler social et écologique ; côté moins, il est peu précis sur ses revendications et sur ses exigences pour Copenhague* ». Mais c'est sur ce dernier aspect que le bât blesse : loin de remettre en cause le cadre même

du sommet, ce collectif a bien pour but de « *peser sur les décisions du sommet de Copenhague* » (cette citation constitue même la conclusion de l'appel UCJS). Or, au lieu de dénoncer de manière centrale les illusions que sème cet appel, le CE estime qu'il faudrait formuler des « *exigences* » plus « *précises* » pour le sommet !

De manière plus générale, à aucun endroit de l'appel n'intervient une quelconque dénonciation du système capitaliste comme principal ennemi. Au contraire, on y trouve pêle-mêle des revendications creuses de type altermondialiste (« *démocratisation de l'économie* », « *taxation juste et progressive, au niveau national et international, de l'énergie et des transports les plus polluants* », « *retour à la régularisation du commerce international* »...) et des principes moralisateurs à l'échelle individuelle (« *valorisation de la sobriété énergétique* », « *promotion d'un modèle alimentaire alternatif au modèle des pas industrialisés majoritairement à base de protéines animales* »...).

Certains camarades prétendent que le collectif UCJS serait un cadre unitaire et qu'il reste juste d'y participer malgré son « *côté moins* ». Mais l'unité ne peut pas se faire sur n'importe quelles bases et avec n'importe qui. Or non seulement le collectif UCJS met en avant des revendications qui ne remettent en cause aucun aspect du système capitaliste, mais en outre il ne conteste même pas le cadre du sommet de Copenhague. Il faut par ailleurs remarquer que le terme de « *contre-sommet* » n'apparaît dans quasiment aucun document de l'UCJS et il n'y a guère que le NPA pour l'utiliser...

Prenons l'exemple récent du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg en avril dernier. Aurait-on pu participer à un collectif qui aurait eu pour but de « *peser*

sur les décisions » que prendraient Obama, Merkel et Sarkozy ? Assurément non ! Or aujourd'hui, ces mêmes dirigeants seront présents à Copenhague pour décider de l'avenir de notre planète. À moins de penser que ces impérialistes puissent être plus « *responsables* » en matière d'écologie qu'il ne le sont dans le domaine de la guerre, nous ne pouvons pas en tout état de cause appeler à « *peser* » sur leurs « *décisions* ».

Bien sûr, il est juste de manifester à l'occasion du sommet de Copenhague, comme l'an passé à Strasbourg, mais uniquement pour dénoncer les impérialistes et leurs officines de l'ONU, donc en développant une ligne réellement anti-capitaliste, indépendante du cadre altermondialiste, c'est-à-dire réformiste, fixé par l'appel UCJS.

En fait, la confusion qui a lieu dans notre parti à propos du sommet de Copenhague et de l'UCJS s'explique en particulier par l'insuffisance de notre programme sur l'écologie. En effet, si dans nos publications la responsabilité du système capitaliste dans la crise écologique est clairement dénoncée et la planification démocratique de la production par la population est présentée comme seule solution, les revendications « *justes socialement et efficaces écologiquement* » qui sont mises en avant ne sont pas transitoires dans la mesure où, prises ensemble, elles ne remettent pas en cause le système capitaliste.

Pour une orientation révolutionnaire en écologie !

L'élaboration d'un ensemble de revendications transitoires qui permette aux travailleurs de se saisir de l'enjeu de la crise écologique et de les amener vers la conscience qu'il faut renverser le système capitaliste est une tâche nécessaire. Un tel ensemble pourrait contenir les revendications suivantes :

- Stop à la mise en concurrence et à la privatisation du secteur ferroviaire ! Développement du fret pour réduire et éliminer le transport de marchandises par camions !
 - Développement massif des transports publics, notamment dans les banlieues ! Gratuité des transports publics ! Ces mesures rendront quasiment inutiles les voitures en milieu urbain. Remplacement des véhicules à essence ou au diesel par des voitures moins polluantes (par exemple fonctionnant à l'électricité) et plus durables, dans les cas où leur utilisation est indispensable (transports sanitaires, zones rurales...) !
 - Développement massif de la recherche publique sur les énergies renouvelables. La production de l'électricité à partir de ressources renouvelables rendra d'autant plus « propres » les voitures et les trains électriques. Pour cela, il faut stopper les subventions publiques aux services de Recherche et développement des entreprises privées et rediriger ces fonds vers la recherche publique !
- Ces revendications – pourtant élémentaires et indispensables pour éviter la catastrophe écologique qui menace l'humanité – sont contradictoires avec les politiques de privatisation du service public et de subventions aux pa-

trons mises en place par les gouvernements de « droite » comme de « gauche ». Mais pour imposer ces choix justes et nécessaires écologiquement, mais pénalisant économiquement dans le contexte de concurrence capitaliste actuel, il est nécessaire d'exproprier sans indemnités ni rachat et de nationaliser sous contrôle des travailleurs les grands groupes capitalistes de l'automobile, du pétrole et de la chimie. Ainsi ces revendications ne pourront être satisfaites que par un gouvernement des travailleurs en lutte ouverte contre la bourgeoisie.

Dinesh Agarwal,

le 15 novembre 2009

ANALYSES

Communisme contre productivisme



Le capitalisme s'annonce comme une immense accumulation de marchandises... En se battant chacun contre les autres pour faire du profit, les capitalistes ont engendré un système qui a fait exploser les capacités de production. Mais cette production devient un tyran, une source d'aliénation : elle vampirise le sang et la sueur de millions

d'hommes et de femmes, puis elle leur vomit dessus une avalanche de marchandises plus ou moins utiles... ou nocives ! Quant à l'effet désastreux sur l'écosystème mondial, il n'est plus à démontrer. Que faire ?

Un moteur aveugle

Le « PIB par terrien » n'a fait quasiment qu'augmenter en permanence. Pourtant, le moins que l'on puisse dire est que cela n'a pas conduit à un « harmonieux progrès de l'humanité ».

D'une part, d'innombrables

vies de travailleurs-ses ont été sacrifiées, et sont toujours sacrifiées physiquement partout où les exploité-e-s n'ont pas établi un minimum de rapport de forces pour obtenir un peu de ce qu'ils/elles produisent...

D'autre part, le moteur vient fatalement s'enrayer périodiquement, rejetant au chômage les un-e-s et pressurant les autres. Dans un pays comme la France, où la production par habitant a triplé depuis 1960 malgré l'apparition d'un chômage de masse, on nous dit qu'il faudrait travailler plus ! Et depuis la crise de 2008, la moitié de la

population voit même son « niveau de vie » baisser.

Enfin, le « niveau de vie » ne fait pas la qualité de vie. Les capitalistes prétendent répondre aux besoins par des biens matériels, quand il est rentable pour eux de les produire (dans ce cas ils savent même créer ces besoins...). Mais dans le même temps des pans entiers du cadre de vie sont laminés : casse de la santé, de l'éducation, crise du logement, temps passé dans les transports, malbouffe, mais aussi concurrence entre salarié-e-s, stress, détresse sociale... L'aliénation vécue dans

le travail et l'atomisation nous poussent à chercher des palliatifs dans la consommation. D'une certaine manière, la façon dont nous occupons notre temps hors travail n'est pas "libre" mais déterminée par le système. Le capitalisme engendre le consumérisme, la dépossession de nos vies, l'impossibilité de développer et d'exprimer nos capacités.

La « gauche » d'aujourd'hui n'a pourtant que la « relance de la croissance » comme horizon, ce qui montre qu'elle se place totalement sur le terrain du capitalisme.

La croissance et ses crises

La croissance, c'est en termes marxistes l'accumulation de capital. Marx a montré que le fait même d'accumuler du capital engendre une tendance à la baisse du taux de profit. En clair, il est de moins en moins rentable d'investir pour ouvrir de nouvelles entreprises, exploiter d'autres salarié-e-s... Pour garder un taux de profit élevé, les capitalistes peuvent alors augmenter... le taux d'exploitation. Mais ils ne peuvent évidemment pas tirer à l'infini sur cette corde. La rentabilité est alors recherchée dans la spéculation (et les bulles finissent par éclater) ou soutenue par l'endettement public (mais les contribuables chômeurs ou surexploités ne sont pas inépuisables non plus). Quoi qu'il en soit, la croissance capitaliste débouche toujours sur une crise.

Un moteur polluant

Pour compléter le tableau, le fonctionnement du capitalisme est écologiquement suicidaire¹. Les activités humaines ont toujours eu des impacts sur les milieux naturels. Mais sous le capitalisme, l'ampleur est sans précédent, alors que notre connaissance de ces impacts est chaque jour plus précise. Certaines réglementations ont aidé à empêcher des pollutions locales trop visibles, mais au moins un problème structurel perdure : la hausse des rejets de gaz à effet de serre qui

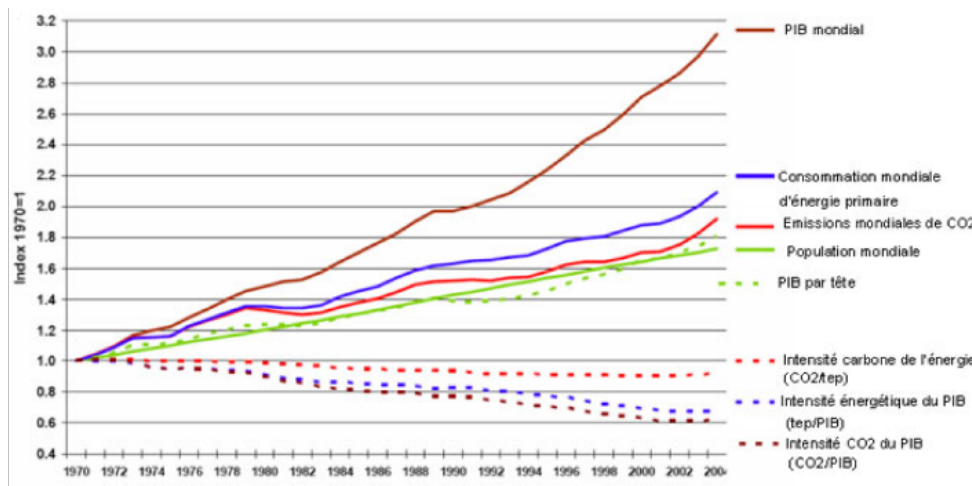
causent le dérèglement climatique, et le gaspillage de ressources non renouvelables.

Des apôtres du capitalisme vert nous promettent que la croissance capitaliste va peu à peu se faire vertueuse, en se « dématérialisant ». En clair, produire une même quantité de richesses consommerait de moins en moins de ressources. A priori ce n'est pas totalement idiot, car certaines améliorations vont dans ce sens (efficacité énergétique, recyclage, énergies renouvelables...). On peut par exemple observer l'intensité énergétique (énergie consommée pour 1 point

de PIB supplémentaire), qui a notablement diminué ces 40 dernières années, ou encore l'intensité matérielle (quantité de matières premières pour 1 point de PIB) qui a diminué de 50% depuis 1980.

Seulement, ces améliorations sont insuffisantes. Non seulement il y a de gros freins sur les améliorations d'efficacité possibles, mais surtout le volume de la production et des échanges augmente de façon tellement rapide qu'il contrebalance totalement cet effet. Selon toute évidence, chercher une solution purement technique serait une impasse.

1. Voir notre article Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique



Source : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-grenelle/jancovici-complots.pdf>

Vive la récession ?

On l'a vu, la panne de la croissance capitaliste a des effets anti-sociaux. Est-ce qu'au moins elle stoppe la gabegie écologique ? C'est loin d'être évident. Le ralentissement de la croissance a paradoxalement aussi de nombreux effets néfastes : en cherchant à rehausser leur rentabilité, les capitalistes sous-investissent (rendant encore plus polluantes et dangereuses certaines industries), externalisent et délocalisent (augmentant les déplacements)... En clair, on ne doit rien attendre de bon du capitalisme, que son moteur s'emballe ou qu'il crachote. Pour que l'humanité ait un avenir, il faut qu'elle maîtrise enfin sa production et toute l'organisation sociale qui est basée dessus. Exproprier les entreprises, les usines, les transports, la distribution... ce n'est pas une rengaine marxiste poussièreuse, c'est une condition nécessaire !

Sortir du productivisme

A l'issue de la révolution socialiste il y aurait de très nombreux chantiers à lancer : dans la santé, l'éducation, la culture, la rationalisation de la production, la reconversion des énergies du passé... Sans oublier l'immense majorité des pays du monde qui ont besoin de développement des réseaux d'eau potable, d'une agriculture de subsistance et durable, de l'électrification... Il est donc assez difficile de dire si le résultat global serait une croissance ou une décroissance du PIB, en tout cas dans un premier temps. Mais ce qui est certain, c'est qu'une décroissance drastique de la consommation d'énergie et de ressources naturelles est nécessaire, et que cela pourra et devra passer par une baisse du PIB dans les pays industrialisés.

Ce qui est certain aussi, c'est que le fétichisme du PIB s'effondrerait, parce qu'il serait réduit à une simple mesure (après une vraie remise à plat tout de même). Il n'aurait plus cette apparence de divinité qui fait la pluie (acide) et

le beau temps (pour certains), les « créations d'emplois » et les rejets de CO2. Les travailleurs/ses n'auraient plus que l'équation entre leurs besoins et l'écologie à résoudre, sans le parasitisme capitaliste et le chantage aux emplois².

Or cette révolution rendrait immédiatement possible de profonds changements, qui permettraient certainement une décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles. Pour reprendre les indicateurs utilisés plus haut, on peut distinguer plusieurs effets majeurs :

— **Réduction drastique de « l'intensité énergétique » (énergie nécessaire à la production).** Les entreprises sont situées un peu n'importe où, selon les décisions qu'ont prises les patrons chacun de son côté sous la pression du marché : loyers moins chers ici, travailleurs moins payés là-bas... Par exemple beaucoup d'entreprises françaises se sont installées en pleine campagne dans les années 1960, pour fuir les bastions syndicaux urbains.

2. En revanche l'histoire du stalinisme et de son stakhanovisme a montré qu'il ne suffit pas que les moyens de production soient « étatisés » pour mettre fin au productivisme : il faut aussi que les travailleurs/ses eux-mêmes maîtrisent et décident ce qu'ils/elles font, et commet ils/elles le font.

Tant pis si cela génère des transports routiers dans tous les sens. Et surtout, la concurrence engendre pour un même type de produit des entreprises en double, triple... C'est tout l'inverse que l'on pourra faire : regrouper les lieux de production près de grands axes de transports pour réduire le nombre de camions (rail, fluvial...). Et plus généralement, la consommation d'énergie pour les transports pourra être énormément réduite : par un parc de logements socialisés permettant à chacun d'habiter où il souhaite, par une politique volontariste de développement des transports en commun pour pouvoir faire le maximum de déplacements sans voiture... Pour le chauffage, on pourra débloquer tous les moyens nécessaires à l'isolation des bâtiments, développer massivement les réseaux de chaleur... Il n'y aura plus de raison non plus de produire des appareils économes et des appareils énergivores : la qualité pour tou-te-s !

- **Réduction drastique de « l'intensité matérielle » (ressources consommées pour produire).** Les travailleurs-ses pourraient réaliser cette « société du recyclage » dont les capitalistes parlent beaucoup, en le prévoyant dès la conception des produits, avec des compositions et des structures connues publiquement, des filières planifiées... Surtout, avec la même

logique, c'est la réparabilité qui pourrait être re-développée sur une base industrielle (pièces détachées compatibles...). Et avant tout recyclage énergivore, la réutilisation pourrait prendre de l'ampleur (consignes...). Encore plus en amont : la fin de la course au profit stoppera le fléau de l'obsolescence des produits. Et ce qui réduit l'intensité matérielle réduit aussi l'intensité énergétique évoquée ci-dessus, vu que toute transformation de matière demande de l'énergie.

- **Réduction drastique de « l'intensité carbone » (CO2 rejeté par la production d'énergie).** En parallèle de cette fin du gaspillage systématique d'énergie, le restant d'énergie à produire pourra être rapidement porté à 100% d'énergies renouvelables. Solaire thermique / photovoltaïque, géothermie, éolien, hydraulique, biomasse... Ce ne sont pas les solutions qui manquent, mais les investissements.

Pour certaines de ces pistes, les écologistes capitalistes montrent leur impuissance quand ils essaient d'aller dans le même sens, par de timides incitations ou taxes (qui ont presque toujours un effet antisocial). Les travailleurs/ses ne doivent pas chercher à « inciter » les capitalistes, mais décider eux-mêmes !

De ce simple fait, certaines dépenses pourront être purement

supprimées. On peut penser à des secteurs entiers comme les armes et la publicité, mais aussi à de nombreux intermédiaires comme les grossistes, courtiers, agents immobiliers, traders... qui ne sont plus nécessaires si l'économie est planifiée.

La population d'aujourd'hui est consommatrice mais n'a pas du tout l'impression d'être productrice. La population affranchie aurait enfin une vision rendue globale, elle saurait précisément ce que coûtent les richesses, en termes écologiques, mais aussi en termes de travail ! L'équation reviendrait dans beaucoup de cas à « produire telle quantité ou travailler moins et profiter d'un meilleur environnement » ? La question écologique serait de fait une part essentielle des questions démocratiques, et la démocratie (socialiste) apporterait une grande partie de la réponse.

Cet ensemble de bouleversements de la sphère économique est déjà en lui-même une urgence pour en finir avec les catastrophes qu'engendre le capitalisme. Mais on ne peut pas penser un instant que cela ne transformerait pas aussi les mentalités, les habitudes, les modes de vie. Le socialisme est aussi la voie vers la fin de l'aliénation : si l'humanité a la maîtrise de sa propre force, sans exploitation de classe, cela ne peut que transformer profondément son rapport à la nature.

Ernest Everhard,

le 19 octobre 2013

ANALYSES

Un compte rendu des journées d'été des amis de la confédération paysanne

Au Cun du Larzac, lieu mythique des luttes des années 70 se sont tenues entre le 17 au 21 juillet les journées d'été des *Amis de la confédération paysanne*¹. Pour les militants anti-capitalistes citadins, l'intérêt de mieux connaître le monde paysan est évident dans une perspective de convergence des luttes, à l'heure des combats écologiques contre les bétonneurs de Notre Dames des Landes, contre les empoisonneurs comme Monsanto (OGM, pesticides), et contre les crimes de l'industrie agro-alimentaire et (famines, souffrance animale, réchauffement climatique).

Un débat emblématique pour commencer : quel accueil réserver à un ministre « socialiste » ?

La matinée du jeudi 18 juillet a lieu un épisode inattendu et particulièrement intéressant politiquement. Le hasard du calendrier a voulu que cette date soit justement celle de la venue, sur le site même des journées d'été, du mi-

nistre de l'agriculture Le Foll pour la cérémonie de prolongation d'un bail d'une partie des exploitations agricoles des terres du Larzac au profit de la SCTL². Cette décision du gouvernement, pour une fois écologique (quoiqu'en l'occurrence semble-t-il peu coûteuse), tout le monde présent aux journées d'été (conf paysanne et amis de la conf) s'en réjouissait. En revanche, les avis divergeaient sur l'attitude à réserver au ministre, certains ne voulant pas offrir au gouvernement l'occasion de réussir une opération de com'... et tenter notamment de faire oublier sa politique concernant le projet fort peu écologique d'aéroport de Notre Dame des Landes.

Alors que la partie majoritaire des présents de la confédération paysanne avait accepté de participer à la cérémonie, une poignée de manifestants (principalement des zadistes aveyronnais, accompagnés de quelques syndicalistes minoritaires de la Confédération Paysanne ainsi que d'au moins un militant NPA local ayant sorti une ban-

derole pour l'occasion) décidèrent de perturber ladite cérémonie, bloquant même la route et obligeant le Foll à déguerpir sans gloire par un chemin de terre.

A la suite de quoi, un débat improvisé eut lieu le midi lors du déjeuner rassemblant la soixantaine de participants des journées des amis de la confédération paysanne. Un des initiateurs de la manifestation « sauvage » minoritaire, non membre de la confédération paysanne, demanda la parole pour expliquer ses motivations : non, on ne peut se contenter d'applaudir sagement un ministre, cautionnant par-là implicitement la politique du gouvernement. Les réactions exprimées montrent des avis très partagés ; beaucoup quoique critiques envers le gouvernement, estimant, à l'instar de José Bové, que perturber la cérémonie n'était « *pas très correct* »³.

La question du rapport aux institutions et de leurs représentants traversera, en filigrane, tous les débats qui suivirent les jours suivants.

1. La Confédération Paysanne (CP) est un syndicat agricole. Ne peuvent en être membres que les paysans. En revanche, les Amis de la Confédération Paysanne est une association ouverte à la fois aux ruraux et aux urbains, et dédiée la promotion « d'une agriculture respectueuse des hommes et de la Nature » (<http://www.lesamisdelacnf.org>). La confédération paysanne compte environ 7000 membres (15000 selon Wikipedia [http://fr.wikipedia.org/wiki/Confédération_paysanne](http://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9d%C3%A9ration_paysanne)) ; les amis de la conf, qui fêtent leur 10 ans d'existence, environ 1000.

2. Société civile des Terres du Larzac

3. « Et la manifestation alors ? Par rapport à la signature du bail, c'est un non-événement, tranche Bové. Mais ce n'est pas très correct. » <http://www.midilibre.fr/2013/07/19/manifester-ou-pas-divergences-sur-le-larzac,736365.php>



Des constats justes mais pas de perspectives hors du capitalisme

Lors des ateliers des journées d'été, les constats posés étaient très intéressants. Globalement le caractère criminel du capitalisme, même s'il n'est malheureusement pas toujours nommé explicitement, est peu contesté. Le bât blesse concernant les solutions proposées : qu'elles visent, dans le cadre des institutions, à adoucir les règles de l'économie de marché, ou qu'elles entretiennent l'illusion de possibilité de circuits économiques parallèles.

L'action parlementaire

Un des premiers ateliers des journées avait pour thème la PAC (Politique Agricole Commune), dont la réforme pour la période 2014-2020 a été récemment décidée par la Commission Européenne à Bruxelles⁴. Depuis 1962, la PAC

est un des plus importants chantiers politiques de l'UE. Le bilan est calamiteux : productivisme, vision technocratique, système de subventions favorisant les grosses entreprises au détriment des petits exploitants. Face à cela, la confédération paysanne revendique une réforme donnant « *enfin le premier rôle à l'emploi et aux territoires* »⁵. Ce faisant la CP inscrit son discours dans le cadre des institutions et du capitalisme. Cette limite se retrouvait dans les débats des journées d'été : l'essentiel du temps était consacré à des explications techniques.

Que la CP, en tant que syndicat, cherche par la négociation avec le pouvoir à obtenir des avancées non révolutionnaires est une chose. Mais cela ne devrait pas impliquer la renonciation à une perspective « hors système ». Une partie des discussions ont porté sur ce point. Michel Dupont, assistant parlementaire de Jové Bové dans son travail de député européen, a décrit de façon très intéressante comment certaines batailles ont pu

être moins menées parfois avec succès. Ainsi par exemple le travail salubre d'information sur les OGM⁶ et la dénonciation du lobbying de Monsanto. Ou encore les modalités prévues pour les exceptions aux règles de la sacro-sainte concurrence. Au final ce sont des votes arrachés au parlement. Ce ne sont certes pas là des résultats dérisoires... mais le risque existe qu'au nom du réalisme, la lutte contre le système se cantonne au terrain institutionnel.

De fait, de façon symptomatique, l'association *Envie de Paysans*, omniprésente durant les journées d'été, propose comme mode d'action l'envoi de courrier aux députés, pour faire pression les convaincre des vertus de l'agriculture paysanne. Plus généralement, le discours d'une partie des animateurs d'Envie de Paysans met en avant la perspective de « mobilisations citoyennes », dans un registre angélique étranger à l'idée de lutte, où l'analyse de classes⁷ et la nécessité d'affrontement avec le pouvoir sont absentes.

4. Tout est à nous s'en est fait écho dans le n° du 18 juillet, cf. <http://www.npa2009.org/node/38228>

5. <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=1781>

6. A ce propos lire les dossiers d'Inf'OGM – veille citoyenne <http://www.infogm.org>

7. Le terme de « société civile » a été très utilisé par différents intervenants.

Le contraste entre l'importance des enjeux agricoles et la faiblesse des moyens est frappant, car par ailleurs de nombreux constats étaient bien posés (partout dans le monde, famine, expropriation des paysans, absence de contrôle des populations sur le contenu des assiettes).

Bien sûr, beaucoup des présents membres des Amis de la CP, vieux militants, ont connu les folles années 70 et les discussions politiques sur « réforme ou révolution ? ». Mais la question est toujours d'actualité ! Il est dommage qu'elle ait été si peu présente.

Plus récemment – mais c'est peut-être une impression subjective – il semble qu'aux alentours de l'année 2000, au moment des grands rassemblements altermondialistes, José Bové, alors porte-parole de la CP, tenait des discours plus radicaux qu'aujourd'hui (P.ex., même si ce n'était pas la panacée, le slogan « un autre monde est possible » avait quand même le mérite d'appeler un changement de système).

Les batailles juridiques

De façon en partie similaire, plusieurs exposés dénonçant l'acaparement généralisé des terres faisaient une part importante aux moyens juridiques de contrecarrer les plans des bétonneurs. Quelles astuces pour réussir une occupation et retarder les demandes d'expulsion ? Quels types de terrains demander aux pouvoirs publics pour éviter les opérations immobilières, et quels délais imposés par la loi pour les changements de classements, entre « constructible », « zone à urbaniser » et « protégé » ?

A Notre Dame des Landes contre Vinci comme à la ferme

des Bouillons contre la société immobilière d'Auchan, l'utilité de ces connaissances est démontrée. Négliger cet aspect du militantisme pour ne parler « abstraitement » que de révolution serait stupide... simplement il faut faire les deux !

Car paradoxalement, quand bien même l'État permettrait de gagner les batailles juridiques en question, en vérité la bourgeoisie n'aurait pas lieu de s'en plaindre si en dernière analyse ces victoires signifiaient la sauvegarde de la paix sociale et le maintien de la lutte sur le terrain non-révolutionnaire.

Les recherches alternatives de contournement du capitalisme

Pour le soutien à l'agriculture paysanne, plusieurs militants proposent de réformer la PAC et à aménager le capitalisme. Parallèlement, se manifeste fortement l'espoir de développer « commerce équitable ». Mais ses possibilités d'extension sont limitées, et la reconnaissance de ce fait nécessite parfois une discussion à mener. Par ailleurs, plusieurs intervenants ont tiré de façon très honnête des bilans négatifs de certaines coopératives qui muées avec le temps en entreprises capitalistes banales. Leurs dirigeants peuvent se bureaucratiser, perdre l'esprit original, et finir par ne plus raisonner qu'en termes de rentabilité et d'augmentation d'activité. Ainsi par exemple, semble-t-il, de Biocoop, actuellement premier réseau de magasins bio en France.

Certains prônent le développement de circuits économiques parallèles où le producteur-paysan échangerait directement avec le consommateur-citoyen. L'évitement de l'intermédiaire du distributeur permettant ainsi une rémunération juste du paysan. Éven-

tuellement ce type de mécanisme intégrerait des monnaies locales.

Mais ce type de solutions, si elles peuvent encourager des rapports de solidarité locaux, restent sous la pression du système qui les maintient toujours dans la marginalité. Tant que le pouvoir restera aux mains des capitalistes, il ne pourra y avoir à large échelle de contrôle sur l'agriculture et sur nos assiettes.

Conclusion

Les quelques remarques critiques qui viennent d'être formulées ne saurait faire oublier les nombreuses qualités des Amis de la CP. Le souci de lier question sociale et écologique est constant dans leurs réflexions. De même que la conscience de la nécessité de tisser des liens avec les paysans du monde entier : la coordination au sein du mouvement Via Campesina (la « voie paysanne » en espagnol) est salutaire et mérite d'être soutenue. Un militant malien invité a ainsi pu décrire les difficultés des paysans expropriés de son pays.

L'objectif des Amis de la Confédération Paysanne – faire le lien entre les paysans et les autres travailleurs – correspond au projet de construction du parti de l'Internationale : « Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs... ».

Du reste, aux journées d'été étaient présents plusieurs ex-militants du NPA déçus, toujours désireux de combattre le capitalisme mais à présent orphelin de parti. Que les lieux comme les rassemblements des amis de la CP puissent servir au regroupement des forces, et à la convergence révolutionnaire des luttes !

Cyubov Gurina,
le 20 août 2013

ANALYSES

Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique

Le capitalisme, c'est le désastre écologique permanent. Chaque instant, ce sont des quantités inouïes d'énergie gaspillées, d'eaux, de terres et d'atmosphère polluées, de biodiversité détruite. C'est aussi la mise en danger permanente de pans entiers de la vie humaine et animale par des prises de risques insensées (Nucléaire, OGM, etc). Le fonctionnement écologiquement désastreux du capitalisme est inévitable car il est structurel. Au moins deux principes essentiels sont invariants et doivent être analysés : l'impératif de profit et la concurrence¹.

L'impératif de profit

« Faire toujours plus de profits. » : c'est la caractéristique la plus immédiate du capitalisme, qui est bien souvent source de véritables scandales.

Publicité

Le capitalisme a un besoin structurel de la publicité. Pour encourager les ventes, bien sûr. Mais aussi et parfois surtout comme moyen de contrôle de la ligne éditoriale du média à qui l'on achète l'espace publicitaire. Il est ainsi évident, par exemple, que les dizaines de millions d'euros avec lesquels EDF arrose la presse depuis

des années, à une époque où l'entreprise était en situation de monopole, sert à acheter la ligne éditoriale (et non pas à inciter les consommateurs à gaspiller encore plus d'électricité !). Quand par accident un journal comme *La Tribune* s'aventure à publier des éléments critiques contre l'EPR, la sanction tombe : EDF supprime le budget² (soit dit en passant, ce n'est certainement pas la seule explication, mais il est intéressant de constater que depuis *La Tribune* a été contraint d'abandonner sa version papier...). De même, impossible pour la plupart des médias, de publier le moindre article de réflexion sur la pollution automobile alors que foisonnent photos publicitaire de tous les constructeurs à chaque détour de page. Résultat : un nombre important d'hebdomadaires et de mensuels ne sont à quasiment 50% que de simples prospectus.

Dans tous les cas, la publicité entraîne une augmentation effrénée de la consommation de ressources, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de déchets plus ou moins polluants.

Ce n'est pas pour rien que la publicité est si peu aimée, même bien au-delà des activistes qui attaquent les panneaux³. Elle est comme une voix omniprésente du capital qui nous interpelle en per-

manence, dont le seul but est d'exercer une forme plus ou moins tolérée de manipulation. On se souvient qu'il y a quelques années, le sympathique Patrick Le Lay, ex-PDG de TF1, était passé à la postérité en déclarant avec un cynisme incroyable vendre 'du temps de cerveaux disponible'.

Mais sans même parler des effets psychologiques, l'invasion des publicités est une débauche de surconsommation à chaque instant : éclairage des vitrines toute la nuit, impression, transport et collage d'affiches, encarts dans les journaux, tournage de clips vidéo... En France, selon l'Ademe, les dépenses publicitaires ne représentent pas moins de 30 milliards d'euros par an, et 17 kg par habitant de prospectus distribué dans les boîtes aux lettres⁴.

On peut évoquer aussi le cas des affiches motorisées (il arrive même qu'une affiche laisse place... à la même affiche !). Malheureusement il semble qu'il n'y ait pas d'étude globale sur le coût énergétique de la publicité. Reste alors à extrapoler, sachant qu'en région parisienne, les panneaux éclairés équivaldraient à la consommation électrique de plus de 100 000 personnes⁵.

Alors quand la publicité se met au « *greenwashing* », il y a de quoi voir rouge⁶...

1. Nous nous limitons ici à ces deux aspects. La séparation producteur / consommateur, l'absence générale de pouvoir des travailleurs/ses dans les prises de décision, l'aliénation de la société de consommation, notamment, sont des causes structurelles qui doivent également être développées.

2. *La Décroissance* n°95, décembre 2012-janvier 2013, p. 8.

3. En France "Casseurs de pub" qui édite le mensuel *La Décroissance*, et RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire)

4. Agence de l'environnement et de la maîtrise (sic) de l'énergie, cité par *La Décroissance* n°95, p. 3.

5. Site web d'Energine, <http://www.enerzine.com/14/13427+consommation-electrique---le-secteur-de-la-publicite-epingle+.html>

6. Un florilège sur http://saison1.lalliance.fr/xmedia/atelier_BVP/publicites.html



Le capitalisme nuit gravement à la santé

Sacrifice des mesures de sécurité et acceptation criminelle des catastrophes

A chaque fois qu'une usine chimique explose, qu'un navire pétrolier sombre, qu'un incident nucléaire ou une infection alimentaire est signalé... cela met en lumière l'immense danger intrinsèque des industries impliquées, mais aussi la désinvolture avec laquelle ces industries traitent ce danger.

Cela devient malheureusement banal de dire que les industriels font du profit en réduisant la sécurité. C'est même pire que ce que l'on imagine : les capitalistes font parfois simplement le calcul de ne faire aucune prévention et de tolérer un risque parfaitement connu...

Dans le transport maritime, cela se traduit par exemple par les marées noires : à la fois les accidents (navires-poubelles, marins en sous-effectifs et épuisés par des temps de veille trop longs, pression pour sous-estimer les risques de tempête...) et les déballastages sauvages (qui représentent autant sinon plus de rejets d'hydrocarbures) pour éviter de payer au port.

Dans l'industrie nucléaire, on peut parler de l'absurdité des centrales construites en zone sismique (Fukushima...), qui ajoute encore au risque insensé constitué par l'existence même de ce mode de production, mais aussi de l'hypocrisie de la « sécurité à la française » : des règles de sécurité prétendument strictes... qui ne s'appliquent même pas aux intérieurs de la sous-traitance.

Contrairement à la CGT, nous sommes au NPA pour la sortie du nucléaire (avec un plan en 10 ans maximum). Mais nous sommes solidaires des luttes des travailleurs/ses contre le mépris de la sécurité publique.

Flux-tendu, sous-traitance et délocalisations

Ces dernières décennies ont vu la généralisation du flux-tendu : pour maximiser le rendement du capital, les stocks sont limités au maximum, et les transports doivent donc être le plus flexibles possibles.

C'est une tendance de fond qui fait que le capitalisme délaisse quand il le peut les moyens de transport « lourds » (bateaux, péniches, trains...) et favorise les camions. De cette façon, les trajets sont adaptés au plus près de la demande, qui elle fluctue selon la volatilité des marchés... Ainsi en Europe ces 30 dernières années, on a construit 1 200 km de routes par an et supprimé 600 km de lignes de chemin de fer.

Dans beaucoup d'entreprises industrielles, pour minimiser les risques de pertes conjoncturelles, pour rechercher des économies avec des salaires plus bas, des étapes entières de la production ont été sous-traitées. La même logique s'impose à la marchandise « force de travail » : les patrons ont externalisé de nombreux postes (agents d'entretien, de maintenance...), pour ne plus avoir à embaucher et ne payer qu'au service. Dans tous les cas, cela engendre des déplacements, et donc des émissions de GES évitables...

Les délocalisations ne sont qu'une prolongation de ce mouvement. On cite souvent des exemples de marchandises types qui font plusieurs fois le tour de la Terre au cours de leur production, comme un jean qui peut parcourir jusqu'à 65 000 km avant d'être vendu.

Certaines étapes impliquent nécessairement des transports (le coton n'est pas cultivable partout), mais il n'y a que la logique de profit capitaliste qui impose que le coton soit filé en Turquie, teint en Bulgarie, que la toile soit tissée à Taiwan, que le jean soit assemblé avec boutons et rivets en Tunisie... La mondialisation des échanges a rendu les peuples interdépendants et donné un intérêt commun au prolétariat mondial. Mais actuellement elle est un processus aveugle, qui a ses effets chaotiques, et qui ne donne aux travailleurs du monde aucune prise sur le fruit de leur travail. Ce n'est donc pas forcément « réactionnaire » d'envisager des relocalisations de productions, contrairement à ce qu'affirme régulièrement Lutte ouvrière.

Le niveau global de pollution n'est pas la simple conséquence de « la croissance ». Au début des années 1990, les exportations mondiales de produits manufacturés ont augmenté plus rapidement qu'auparavant, tandis que le taux de croissance du PIB mondial diminuait. En clair, même avec moins de croissance, le capitalisme pollue toujours plus. Sachant que la croissance capitaliste contient nombre de secteurs à supprimer (armement, publicité...) ou à rationaliser (fin de l'obsolescence programmée, moins d'aliénation consumériste...), on peut envisager une baisse drastique de l'impact environnemental tout en satisfaisant les besoins de l'humanité.

Baisse des investissements

Depuis les années 1980, le capitalisme est englué dans une suraccumulation : trop peu de profit est extorqué par rapport à la masse de capital investi. A noter que c'est pour contrebalancer cette baisse que les entreprises ont accru la sous-traitance, le flux-tendu...

Mais une autre conséquence majeure est la tendance à la baisse des investissements productifs. Les innovations sont moins stimulées, et surtout, des innovations déjà réalisées ne sont que très lentement généralisées.

Il ne s'agit bien sûr pas de dire que les « innovations » des capitalistes sont par nature « progressistes et écologiques ». Mais voir que les investissements sont de moins en moins rentables pour les capitalistes permet de comprendre pourquoi le « capitalisme vert » est si lent à se développer. On ne peut pas nier qu'il y a des cas où le profit conduit certains capitalistes à aller dans un sens plus environnemental, mais même cette tendance est limitée par un facteur interne. Il est d'ailleurs notable qu'en Chine, où les investissements ont été plus forts qu'ailleurs, l'intensité énergétique a été divisée par 4 entre 1971

et 2006, tandis qu'elle augmentait de 25% en Afrique.

Hormis les nouvelles usines ou branches de production, l'appareil industriel est partout vieilli, ce qui a des conséquences sur la sécurité comme sur l'efficacité et donc sur la consommation d'énergie et de ressources. Aux États-Unis, certaines raffineries ont plus de 70 ans comme celle qui a explosé au Texas en 2005, qui n'était quasiment plus entretenue.

Dans de nombreux cas, une option moins néfaste écologiquement pourrait être rentable, mais les investissements ne sont pas réalisés. Le rendement des machines à vapeur (utilisées par exemple en géothermie) est en moyenne de 40%, alors qu'on peut, en investissant, le porter à 60%. Avec des systèmes de goutte à goutte, on peut économiser l'eau et par là même éviter les problèmes de salinité qui touchent

20% des cultures irriguées.

Dans le domaine de l'énergie, les énergies renouvelables ne souffrent pas tant du fait qu'elles ne seraient pas rentables, mais que les 25 géants du gaz, du pétrole ou du charbon n'ont aucune envie d'investir massivement pour changer de cap et voir ainsi leur bilan financier nettement dégradé face à leurs concurrents...

Concurrence contre planification

Tous ces méfaits du capital cités proviennent assez directement de la quête de maximisation du profit. Mais il faut également mettre l'accent sur une autre caractéristique du capitalisme : la concurrence⁷. Elle génère un gâchis d'énergie, de ressources (et de temps de travail !) qui est très difficilement estimable mais qui est en réalité probablement le principal problème.



7. La séparation entre chapitres « profit » et « concurrence » n'est qu'un changement de point de vue sur le même système – ce règne de la « concurrence pour le profit ».

Production désordonnée

Pour chaque domaine de la production, il y a différentes entreprises qui ont chacune leurs locaux, leurs machines, leurs fournisseurs, leurs sous-traitants... pour produire les mêmes marchandises (ou presque). La centralisation du capital limite un peu ce phénomène, mais il y a néanmoins de quoi générer de monumentales absurdités.

Ainsi deux sociétés privées (Iridium et Globalstar) ont envoyé chacune des dizaines de satellites pour assurer deux couvertures du globe concurrentes. Idem avec les différents réseaux d'opérateurs de téléphonie mobile (France Telecom, Bouygues, SFR en France). Dans les supermarchés, les très nombreuses marques différentes sont loin d'être toujours justifiées par la « variété de choix ». Parfois la différence n'est que dans le prix, parfois (notamment pour les aliments...) elle est dans la qualité et le risque encouru, ce qui deviendrait impensable dans la société sans classe pour laquelle nous nous battons.

La concurrence dans les réseaux d'électricité ou dans le transport ferroviaire est une source d'inefficacité globale (des coupures, des trains ou des machines à redémarrer...). De même, avoir plusieurs opérateurs d'internet haut débit nécessite des installations supplémentaires (dégrouper). Les différentes banques, assurances, agences immobilières... sont plus une source de perte de temps qu'autre chose. Et le simple fait de passer d'un numéro unique de renseignements (12) à plusieurs (118 xxx...) multiplie les standards

téléphoniques, les appareils à acheter...

Transport absurde des marchandises

Au niveau des transports, le capitalisme a construit une toile d'araignée mondiale sans logique d'ensemble. Pour ne prendre que quelques exemples⁸ :

- Les États-Unis, riches en bois, importent des allumettes du Japon, qui pille les forêts indonésiennes, tandis que le Japon importe des baguettes des États-Unis.
- Chaque année, 60 000 tonnes de poulets sont importées par le Royaume-Uni depuis les Pays-Bas, tandis que les Pays-Bas importent, eux, 30 000 tonnes de poulets britanniques qui voyagent dans l'autre sens.
- Lors de l'accident du tunnel sous le Mont-Blanc, l'un des poids lourds en cause ramenait vers l'Europe du Nord des pommes de terre qui s'étaient faites transformer en chips en Italie, tandis qu'on transportait du papier hygiénique dans les deux sens !
- Au fil des fusions et des rachats de sous-traitants dans l'industrie automobile, des pièces de moteurs ont pu venir du Brésil ou des États-Unis pour être assemblées en Europe sur des véhicules Renault ou Volkswagen, tandis que des pièces équivalentes traversaient l'Océan Atlantique dans l'autre sens pour être montées sur des véhicules Mack, Ford ou General Motors.

- On peut trouver à Pointe-à-Pitre des oranges venues d'Afrique du Sud, après avoir transité parfois par Rungis, alors qu'on en cultive en Amérique Centrale ou dans la proche Floride...

L'effet de la sous-traitance et des externalisations évoqué plus haut augmente les imports-exports, mais la concurrence capitaliste elle-même est le problème structurel. La planification pourrait au contraire rationaliser drastiquement les transports : rapprocher usines et voies ferrées ou fluviales, trouver le bon équilibre entre concentration (économies d'échelle) et limitation des transports...

Autres effets indirects de la concurrence

La concurrence n'engendre pas seulement une gabegie à l'étape de la production, mais aussi par toutes ses conséquences.

Par exemple, les multiples objets non compatibles entre eux (des câbles électroniques aux lames de rasoir) contribuent à la non-réparabilité et à l'obsolescence généralisées. Résultat : il n'y a que 20% des appareils (hors garantie) tombant en panne qui sont réparés. Certes, il y a aussi l'effet de la hausse du coût du travail par rapport à celui des marchandises – et la complexité technologique de ces marchandises – qui ruine les petits artisans qui se « débrouillaient » pour réparer. Mais une gestion socialisée de la réparation pourrait tout à fait être envisagée, en lien direct avec la production : pièces d'usure conçues pour pouvoir être changées facilement,

8. Cf article de Lutte ouvrière, <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky-62/article/ecologie-nature-ravagee-planete-6363> ou le livre de Serge Latouche, *Le pari de la décroissance* <http://books.google.fr/books?id=FpkG6O7mVGAC>

schémas et notices techniques en libre diffusion, formation facilitée par la standardisation... Mais tout cela se heurte frontalement au capitalisme et notamment au secret commercial des concurrents.

La gestion des déchets est aussi rendue plus difficile : les constructeurs et les différentes entreprises du secteur des déchets se renvoient tous la responsabilité d'améliorer les procédés... Par exemple, le plastique est aujourd'hui très peu recyclé, principalement parce qu'il y a toutes sortes de compositions différentes, rendant le tri en déchetterie quasi-impossible. Concernant le verre, les pare-brise sont rarement recyclés, parce que le démontage varie et demande beaucoup de main-d'œuvre, dégageant finalement peu de marge.

Notons aussi que, sauf exceptions locales, le marché capitaliste a tué le système de consignes de bouteilles⁹.

On peut ajouter d'innombrables exemples qui peuvent paraître insignifiants, mais qui se déclinent dans chaque secteur avec au global un surcoût absurde... Il n'est pas rare qu'un fournisseur (de citernes, de bus...) doive repeindre son produit parce que tel client a redéfini le code couleur bien précis qui identifie sa marque.

Pour toutes les raisons survolées ci-dessus, le capitalisme semble bien être incapable de s'amender dans un sens écologique. Bien au contraire, ses tendances actuelles font peser sur nous d'immenses risques environnementaux et sanitaires entremêlés, plus dramatiques encore que

ceux qui font déjà des centaines de millions de victimes¹⁰. Il y a plus que matière à se révolter sur tous ces sujets. Pour ne parler que de l'aspect énergétique, ceux qui raisonnent dans le cadre bourgeois (sans remettre en cause la propriété privée des moyens de production) estiment que l'on pourrait éviter le quart des émissions de CO2 actuelles par des économies¹¹. Jusqu'à quel point ce pourcentage pourrait-il s'élever si les travailleurs et travailleuses prenaient le contrôle de leurs entreprises, mettant fin au profit et à la concurrence ? Les écologistes que nous sommes veulent le savoir, en l'expérimentant à grande échelle !

Ernest Everhard,

le 3 janvier 2013

ANALYSES

Notre écologie n'est pas soluble dans le Front de gauche, mais nécessite un NPA révolutionnaire

À l'examen du programme du Front de gauche « L'humain d'abord », et sans même parler de notre divergence totale sur le nucléaire, on s'aperçoit vite que sur l'écologie comme sur le reste, un contenu bien insipide se cache au-delà des formules chocs telles la « planification écologique » ou la relocalisation de l'économie »

Tout d'abord, on ne trouve pour organiser cette planification nulle trace d'expropriation des trusts en faveur de monopoles

publics de l'énergie ou de l'eau, encore moins de l'agro alimentaire, mais seulement des « pôles publics » dont on sait très bien que, placés dans le champ de la concurrence capitaliste, ils se comporteront de la même façon que les trusts privés. L'exemple d'Areva, entreprise d'Etat française qui exploite la population du Niger dans des conditions proches de l'esclavage est éloquent.

Ensuite, les salariés de ces pôles seront « associés étroitement aux

choix de gestion de l'entreprise publique, et leur liberté d'expression sera garantie ». On croirait entendre les directeurs de la fonction publique moderne dans leur version new look du dialogue social. In fine, le programme du FdG prévoit que « la planification s'appuiera sur un plan écologique débattu et voté au Parlement, assorti d'une loi de programmation financière ». Face à cela, nous devons défendre le gouvernement des travailleurs par les travailleurs, une

9. Site web du CNIID, <http://www.cniid.org/Le-point-sur-La-consigne-des-bouteilles-1e>, 181

10. Par exemple, « 326 catastrophes climatiques ont été enregistrées en moyenne chaque année entre 2000 et 2004 ; elles ont fait 262 millions de victimes – près de trois fois plus qu'entre 1980 et 1984 » (Source : rapport mondial du PNUD 2007/2008, cité par Daniel Tanuro, Rapport sur le changement climatique (<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=739>), Comité International de la IVe Internationale / Ecologie, Inprecor N° 551-552, juillet-août 2009).

11. 26% selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

gestion démocratique socialiste de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, planifiée par les travailleurs et la population, ainsi que la création de monopoles publics. Nos expériences de luttes locales montrent que ces mots d'ordre sont audibles dans la population.



Quant au chapitre de la relocalisation de l'économie, le programme du FdG se cantonne à un catalogue de mesurètes protectionnistes totalement inopérantes

de type écotaxes. Face à cela, nous devons proposer un maillage territorial par l'énergie renouvelable et la gestion locale des ressources par les travailleurs eux-mêmes. Pour ce faire, nous devons exiger et mobiliser dès que c'est possible pour l'expropriation sans indemnité ni rachat de tous les grands groupes de l'eau de l'énergie de l'agro-alimentaire.

Le FdG refuse la moindre remise en cause du capitalisme et toutes les solutions qu'il envisage se situent dans le cadre classique et désespérant de ses sacro-saintes institutions.

Pour faire face à l'urgence écologique, c'est évidemment une toute autre partition que l'humanité va devoir jouer. Une partition révolutionnaire et socialiste. Il

faut une voix indépendante pour le crier. Il est temps que le NPA assume pleinement ce rôle !

Aller diluer cette voix dans le FdG, même sous la forme d'un front politique durable, serait non seulement inutile mais irresponsable. Au contraire, le seul moyen de défendre un programme écologique conséquent est de combattre pied à pied les illusions véhiculées par le FdG en y opposant nos solutions. Nous devons radicaliser encore notre programme écologique et expliquer que seule une issue révolutionnaire permettra d'en finir avec les désastres causés par la gestion capitaliste des ressources.

C. (NPA Meuse, CNE), M. (Comité Sorbonne ,CPN , Tendance Claire),
Plateforme E,
le 26 juin 2012

ANALYSES

Mort des objets, vie du système



Le problème avec les produits jetables et autres produits à « obsolescence programmée », explicitement voués à une vie éphémère, ce n'est pas tant qu'on n'en parle pas, c'est qu'on en parle mal. On en parle mal en en parlant au nom du Mal, du Bien et du Mal, en moralisant : vilains marchands qui nous vendent de la camelote, à nous autres gentils consommateurs qui voulons bien consommer de bons produits ! Vilains marchands qui nous vendent des produits sales, à nous gentils écoconsommateurs écoresponsables, qui voulons écoconsommer durablement de bons écoproduits !

En parlant au nom du Bien et du Mal, on parle pour le bien du capital, dont le problème principal serait d'être accidentellement dirigé par des gens méchants, de suivre les mauvaises intentions individuelles de quelques incorrigibles *Bad boys* – alors que nous, nous aimerions un capitalisme gentil ! Un capitalisme propre... Durable... Humaniste... Moralisé ! Dans les deux discours – celui des associations de consommateurs ou des pro-développement durable – c'est un perfectionnement du système qu'on appelle de ses vœux (pieux).

Pour parler bien, il s'agit donc de quitter ce pieux registre du Bien et du Mal – ce qui ne signifie pas, certes, abandonner notre esprit critique. Au contraire, élargissons-le : jugeons non pas les individus et leur mystérieuses profondeurs psychologiques, mais un système et sa logique interne. (Son vice apparaîtra tout seul, ne vous en faites pas).

Une logique systémique à l'œuvre donc, dans cet idéal de remplacement systématique des objets les uns par les autres – le plus vite possible –, au moyen du raccourcissement systématique de leur durée de vie – la plus courte

possible. Les uns par les autres, c'est à dire, les uns *grâce* aux autres : plus la peine de compter sur les besoins (naturels ou artificiels, débat insoluble qui désormais n'a plus lieu d'être) du consommateur, plus la peine de chercher à ouvrir de nouveaux marchés. Désormais, *le marché se renouvelle de lui-même* : à peine équipé, le voilà à ré-équipé, puisqu'à peine utilisé, voilà l'objet usé. Traduisons pour le fabricant : à peine acheté, le voilà à racheter ! Jugez un peu du bonheur révolutionnaire que nous lui promettons : dans un monde de l'obsolescence programmée, c'en sera fini de la dure nécessité d'attirer le client, de séduire l'investisseur, de créer des phénomènes de société, de payer des publicitaires et des *marketers*... Bref, oubliée la nécessité de se conformer à des conditions extérieures, fussent-elles minimales ; oubliée la nécessité d'avoir à pétrir nos misérables goûts du jour, fussent-ils malléables à souhait... Tout cela relèvera d'un capitalisme finalement archaïque, hétéronome, encore dépendant des caprices d'un cerveau au temps de disponibilité limité... Une fois la réduction de la durée de vie des produits devenue la norme, ce qu'atteindra le capitalisme, c'est l'idéal rêvé de tout système et de tout organisme : l'auto-renouvellement de soi par soi, l'autosuffisance, synonyme d'indépendance absolue et gage d'une existence infinie.

Cela, il le devra au produit éphémère, qui concrétise ce qui n'était jusque là que son idéal : la réduction de l'objet à la marchandise pure peut s'appuyer désormais sur une contrainte matérielle au rachat, dès lors qu'il y a achat. Que je cautionne ce système ou non, si j'écris avec un Bic, il faudra que j'en rachète un autre pour continuer à

écrire ; que je sorte un deuxième Kleenex pour me moucher à nouveau. Mais aussi, par exemple, que j'achète une nouvelle imprimante, une fois que sa puce-compteur intégrée, conçue pour enregistrer le nombre de photocopies faites, aura bloqué son système, parce qu'elle aura atteint le nombre de copies « maximum » – celui à partir duquel elle n'est plus considérée comme rentable par son fabricant¹. Cercle parfait, bien mesurable pour l'économètre, bien prévisible pour le technocrate, bien fabriquable par le fabricant... Bienvenue dans un monde parfaitement assuré de lui-même, un monde sans histoires, d'objets sans historicité, sans durée, sans vie même, mourant pour le bienfait du système toujours recommencé, se sacrifiant sur l'autel du capitalisme triomphant ; car dans ce monde un seul être évolue, grossit, se nourrissant de la mort de ses propres enfants toujours renaissant pour lui... Le capitalisme ne triomphe-t-il pas, ne se divinise-t-il pas sous les traits de ce Saturne aux enfants obéissants ? Que rêver de mieux que ce serpent qui se mord la queue – et la savoure ?

Si, si, on peut rêver mieux, ne vous en faites pas. Ou plutôt, on peut rêver plus ; car le capitalisme, rappelons-le, c'est *toujours plus*. Le capitalisme, obsédé par sa propre croissance, est ainsi hanté par le spectre de l'équilibre statique, de la pause ou (pire !) d'un retour en arrière... et surtout, terrifié à l'idée de l'existence d'une quelconque limite. Surpassant en cela l'image des Dieux traditionnels, toujours pleins et immuables, le capitalisme ne saurait se contenter d'être parfait : il doit également être infiniment perfectible. Aussi cette image de cercle est-elle bien trop traditionnelle-

1. Cf Cosima Dannoritzer, *Prêt à jeter*, un documentaire qui contient notamment une enquête sur les waste counter intégrés aux imprimantes à jet d'encre Epson, qui permet d'en bloquer artificiellement le système une fois 18 000 copies réalisées.

ment divine pour lui ; il lui faut être courbe ascendante, toujours-plus-ascendante : variable exponentielle, croissance qui croît avec un rythme toujours-plus-croissant.

Or là aussi, c'est dans le produit éphémère que réside le salut. En effet, le temps peut servir de moteur à une croissance exponentielle, à condition de le réduire à ce type de variable qu'affectionne particulièrement le capitalisme : la variable purement quantitative. Autrement dit, la *vitesse* de consommation doit devenir le nouveau lieu de la lutte concurrentielle entre firmes, et l'accélération, leur arme fatale. Ça doit les changer un peu, remarque : après tant de décennie de cadences infernales à la production, voici venir enfin les cadences infernales de la consommation ! Et pas n'importe lesquelles : les vraies, les purement quantitatives, les *abstraites*. Car les inventions, les nouveautés, les modes, c'était encore trop compliqué : il fallait créer des objets, des goûts, faire de la pub, plaire... voire même, servir à quelque chose... Capitalisme merci, voici venue l'heure bénie de l'auto-accélération réelle, auto-

nome, de la consommation ! Grâce à la réduction méthodique, systématique et parfaitement maîtrisée de la durée de vie de nos objets, c'est tout le système qui va pouvoir durer, vivre et infiniment croître, croître, croître...

Telle est la logique qui préside au système : contrairement à nos amis (de nos ennemis) les associations de consommateurs ou les pro-développement durable, nous ne pensons pas qu'il y ait là vice accidentel ou vilenie individuelle. Dès lors que la croissance comme mode d'existence et de développement de l'animal – de la bête – est posée comme une prémisse, comme un principe non négociable, la production d'objets éphémères en vue d'une consommation indéfiniment accélérée n'est pas une simple technique, ni une simple mode, parmi d'autres. Il y a là une étape logique, nécessaire, de l'histoire du capitalisme, et il ne saurait être question de trouver un « autre capitalisme » en opérant sa soustraction.

Comprenons-nous bien : nous ne sommes pas en train de dire que l'état économique du monde dans lequel nous vivons actuelle-

ment est une nécessité historique, contre laquelle on ne pourrait et ne devrait rien faire. Au contraire : faire quelque chose, c'est nécessairement s'attaquer au système tout entier, à ses conditions d'existence même. Là où les prémisses mènent nécessairement au conséquent, ce n'est pas le conséquent qu'il faut détruire, mais les prémisses mêmes, le système entier avec son mode de conséquentialité, effectué ou non dans l'histoire. À cette racine se trouve l'élément contingent, c'est à dire le lieu où l'action est possible – une action qui, on le voit, sera pleinement révolutionnaire ou ne sera pas. Ainsi, si les produits éphémères sont un enjeu aujourd'hui, c'est parce qu'en eux se montre la logique globale d'un système, se réaffirment ses conditions fondamentales d'existence – c'est-à-dire, la cible qu'il faut viser. Après un titre descriptif, on se permettra donc un épilogue injonctif :

VIE AUX OBJETS, MORT AU SYSTÈME

Genuine Jane (tribune libre),
le 11 juin 2011

ÉNERGIES FOSSILES

Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite et une nouvelle catastrophe pour l'environnement

Dans quelques décennies, le gaz et le pétrole seront des denrées rares. Sachant que les caprices économiques des capitalistes se conjuguent à une incurable myopie écologique, le gaz de schiste est pour les compagnies pétrolières comme les gouvernements la solution pour nos sociétés énergivores. Le paradoxe est que son exploi-

tation pourrait assurer une indépendance énergétique à la France, mais au prix d'un cuisant désastre environnemental. Ces perspectives suscitent pour les populations riveraines des gisements une grande inquiétude, surtout que la course aux gaz de schistes vient de commencer grâce à la complicité du gouvernement.

Dans la législation française, le sous-sol appartient à l'État et c'est le gouvernement qui attribue son exploitation aux compagnies pétrolières et minières sous la forme d'un titre minier. Avec ce titre, la compagnie peut exploiter le sous-sol, mais aussi utiliser les terrains de surface même sans l'autorisation du propriétaire. Il n'y a donc

aucune limite pour les majors pétrolières d'exploiter et polluer sans vergogne puisque l'État, leur bras juridique et politique, le leur permet. S'il fallait démontrer que l'État est bien l'expression de la classe dominante, le gaz de schiste en serait un bon exemple puisque les institutions politiques garantissent et protègent les intérêts capitalistes.

Le gaz de schiste, c'est quoi ?

C'est du gaz naturel, emprisonné depuis des dizaines de millions d'années dans la roche dite de schiste. Il est qualifié de « non conventionnel » parce qu'au contraire du gaz naturel mieux connu, qu'on trouve dans de vastes réservoirs, celui-ci est coincé dans les interstices de la roche, à des milliers de mètres de profondeur, et éparpillé dans des millions de petites bulles. Donc très difficile à atteindre. On en trouve à peu près partout. Les réserves mondiales représenteraient quatre fois les ressources de gaz conventionnel. De quoi, si on arrivait à les exploiter, changer la donne de la géopolitique liée aux énergies fossiles. Un enjeu faramineux et face auquel le souci environnemental ne pèse pas lourd. La révélation de tels gisements exploitables représente une

manne considérable pour les pétroliers : du gaz dans le sous-sol d'un bout à l'autre de la planète, des milliers de milliards de mètres cubes en Europe, sept fois plus en Amérique du Nord et encore davantage en Asie et en Australie. Alors pourraient s'ouvrir des décennies de gaspillage énergétique sans recours aux énergies alternatives et renouvelables, mais en faisant courir des risques environnementaux incommensurables à la planète

Pourquoi en parle-t-on soudain autant ?

Cet engouement est dû aux nouvelles technologies qui permettent d'aller le récupérer, ce qui n'était pas possible jusqu'alors. Avant, pour les magnats du gaz et du pétrole, la vie était facile : un forage vertical de quelques centaines de mètres jusqu'à une poche, et le gaz remontait tout seul à la surface. Avec l'explosion de la demande, ces gaz dits conventionnels sont de plus en plus difficiles à trouver. Cette raréfaction a poussé les exploitants à creuser toujours plus loin et plus profond... jusqu'à plus de 2000 mètres pour récupérer des micro-poches de gaz emprisonnées dans un mille feuilles de roches de schiste. Ces types de

gaz sont dits non conventionnels parce qu'ils ne peuvent pas être exploités avec les modes de production classiques. Leur exploitation est rendue possible grâce à la technique de fracturation hydraulique des roches. Les gaz de schistes étant dispersés dans la roche imperméable, il est nécessaire de forer d'innombrables puits en fracturant la roche. Chaque puits exploitable ne l'est que brièvement, un suivant doit donc être foré quelques centaines de mètres plus loin, et ainsi de suite... À deux ou trois mille mètres de profondeur, la réunion des micro-poches à l'aide d'un explosif détonné pour chacune des brèches occasionne un véritable séisme. La fracturation se fait par un mélange d'eau en grande quantité, de sable et de redoutables produits chimiques propulsés à très haute pression (600 bars), méthode qui génère la remontée du gaz à la surface avec une partie du redoutable liquide de fracturation. Chaque fracturation nécessite quasiment 15 000 mètres cube d'eau (15 millions de litres !), un puits pouvant être fracturé jusqu'à 14 fois.

La multiplication des forages et des réseaux de pipelines affectent gravement les paysages. Il peut y avoir un puits tous les 500 mètres.



Ces nouvelles techniques d'extraction sont-elles fiables ?

Certainement pas car la plupart des données proviennent de l'industrie pétrolière et ne peuvent qu'être partiales, ce qui renforce les inquiétudes nées des précédents étatsuniens. Elles viennent de la possibilité que, en fracturant la roche, une partie du gaz et des produits chimiques ne s'échappe pas uniquement par le puits du prospecteur, mais aussi dans le sous-sol, atteignant ainsi les nappes phréatiques. C'est ce qui s'est produit en Pennsylvanie en 2008-2009 : puits contaminés, eau devenue impropre à la consommation en plusieurs endroits. Un puits a même explosé en juin 2009, répandant du gaz et de l'eau contaminée (du carburant diesel, du benzène et des solvants industriels.)

Loin des ambitions affichées par le Grenelle de l'environnement

Depuis le début du printemps, le géant pétrolier français *Total* et le Texan chuepbach étaient libres d'explorer 9672 km² dans le Sud de la France. Signés par Borloo, trois permis exclusifs de recherche (Montélimar, Nant, Villeneuve de Berg) permettaient à *Total*, *GDF-Suez* et *Schuepbach Energy* d'y creuser pour évaluer la rentabilité d'exploitation des milliards de mètres cubes de gaz qui doivent s'y cacher. Il faut dire que ces nouveaux gisements représentent une manne considérable. Tout cela grâce à la technique révolutionnaire de fracturation hydraulique mise au point par le géant de l'armement texan, *Halliburton*.

Cette technique va à l'encontre des engagements arrêtés par le Ministère de l'Écologie qui pourtant signé l'attribution des permis. Le

Grenelle doit, par exemple, protéger les sources d'eau potables et les écosystèmes sensibles. Il doit aussi réduire la gestion des émissions de gaz à effet de serre. Il doit enfin préserver les ressources aquifères et donc le choix de la Drôme et de l'Ardèche pour ces exploitations était d'autant plus scandaleux que ces deux départements sont frappés d'une sécheresse endémique : les quantités d'eau à mobiliser sont incompatibles avec ce principe de préservation.

Mais *Total* a tout prévu : en cas de nuisances, la notice d'impact donne aux habitants « la possibilité d'introduire un dossier auprès du Mécénat *Total* pour des actions patrimoniales ou culturelles ». L'honneur est sauf !

Le couloir de la mort

Tel est le nom qui pourrait être donné à la vallée du Rhône puisque, en plus des permis qui ont été attribués aux vampires du pétrole, elle ne recèle pas moins de 5 centrales nucléaires qui font de cette région une Fukushima à la puissance 5. Tous sont des réacteurs à eau pressurisée (REP) sauf ceux de Marcoule qui sont des réacteurs à neutrons rapides (RNR). Une telle prolifération de potentialité mortifère explique que la population est très mobilisée contre bien sûr le gaz de schiste, mais aussi milite pour sortir du nucléaire.

La révolte gronde : NO GAZARAN

Depuis des mois, les opposants aux gaz de schiste réunis en comités et collectifs dans lesquels le NPA prend toute sa part se battent contre ces projets d'exploration de gaz et de pétrole de schiste. Sous la pression des mobilisations, la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé un moratoire. Fillon a déclaré le 13 avril, à l'Assemblée

Nationale « *qu'il fallait tout remettre à plat* » et « *annuler les autorisations déjà données* » ; « *il y a des propositions de loi qui ont été déposées en ce sens, c'est la meilleure façon d'aller vite, le gouvernement les soutiendra* ». Fillon a souligné qu'il « *comprendait l'inquiétude "légitime" des Français sur ces projets d'exploration* ». En même temps, a-t-il fait valoir, « *je ne veux pas que nous fermions la porte à toute possibilité d'exploiter avec d'autres techniques demain ces gisements* » qui *permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques* ». L'examen, selon la procédure d'urgence, d'une proposition de loi en ce sens est prévu le 10 mai.

Ces déclarations sont loin de rassurer les populations qui vivent dans ces périmètres. Elles promettent donc de ne désarmer qu'avec un renoncement ferme et définitif à ces hydrocarbures. Les manifestations se multiplient dans toute la France et la mobilisation ne se relâche pas. La première grande manifestation contre les gaz de schiste a eu lieu le 26 février 2011 à Villeneuve de Berg (Ardèche), rassemblant près de 20 000 manifestants. Le 17 avril, 4 000 personnes ont manifesté à Donzère (Drôme), dont le maire n'est autre que le ministre de l'Énergie, Éric Besson. Après un pique-nique et des prises de parole, les militants se sont rendu à la mairie pour y déposer une motion qui a été glissée sous la porte, Besson étant absent. Les 17 et 18 avril, la mobilisation a rassemblé de près de 50 000 manifestants dans toute la France.

Pas d'écologie sans une société socialiste

Les écologistes, notamment le réseau *Sortir du nucléaire* sont souvent les initiateurs les plus radicaux de ces mobilisations, mais en oubliant que ce sont les ministres Verts de l'écologie qui ont délivré

les permis et que des députés écologistes ont freiné pour l'obtention d'un moratoire (les députés européens Bové pour les Cévennes et Rivasi pour la Drôme). Sans en finir avec le capitalisme, la préservation de l'environnement ne pourra pas être assurée, car la logique capitaliste pousse à produire toujours plus pour maximiser le profit. Le productivisme est consubstantiel au capitalisme, et les écologistes pro-capitalistes ne pourront que panser les plaies de façon provisoire et dérisoire, tout en oeuvrant à légitimer un système mor-

tifère.

Lesystème capitaliste est un obstacle car son fonctionnement anarchique ne répond en aucun cas aux besoins réels des populations et à la sauvegarde de la planète. Basé essentiellement sur la recherche du profit, sur la guerre économique entre les impérialismes par pétrolières interposées, sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, ce système ne peut conduire qu'à la ruine de l'humanité. Il nous faut démontrer que seul le socialisme représente un projet de société viable

pour sauver la planète et l'humanité. Le moteur ne sera plus la recherche du profit, mais la satisfaction des besoins sociaux. Pour l'énergie, la socialisation des grands moyens de production et la planification démocratique de l'économie sous la direction des travailleurs sont les conditions *sine qua non* pour que les questions environnementales occupent une place centrale dans les processus de production et de consommation.

Jean Veymont,
le 2 mai 2011

ÉNERGIES FOSSILES

Marée noire du golfe du Mexique : au-delà des évidences, deux réflexions sur les désastres de l'industrie pétrolière



Le 20 avril 2010, dans les eaux du golfe du Mexique, une explosion accidentelle a détruit la plateforme de forage *Deep Water Horizon*. La marée noire qui s'en est suivie est d'une énorme importance.

Jusqu'au 3 juin, date à laquelle la compagnie pétrolière BP a réussi à stopper partiellement la fuite de pétrole brut, 20 000 à 40 000 barils par jour se sont répandus en mer¹. Il s'agit de la pire catastrophe

écologique de l'histoire des États-Unis. Le 14 juin, Barack Obama a comparé cette marée noire à un 11-Septembre écologique.

D'un point de vue communiste révolutionnaire, plusieurs leçons

1. Selon les estimations parues dans la presse. Le chiffre de 5 000 barils par jour avancé par BP a été qualifié de mensonge (*Le Monde*, 12 juin 2010). L'explosion de la plateforme a causé la mort de 11 ouvriers.

2. « BP, résistant aux pressions politiques, a réaffirmé vendredi son attachement au versement d'un dividende à ses actionnaires en dépit du coût élevé de la marée noire provoquée par l'un de ses puits de pétrole dans le golfe du Mexique. » (Londres, 4 juin, Reuters.)

peuvent être tirées de ce désastre. La cupidité des dirigeants, particulièrement révoltante², est évidente. Si la presse bourgeoise se déchaîne contre les dirigeants de BP, elle n'explique pas que leur comportement est parfaitement rationnel d'un point de vue capitaliste. Comme toutes les entreprises capitalistes, le seul objectif de BP est la maximisation du profit à court terme, quelles qu'en soient les conséquences sur le plan social ou écologique.

Face aux intérêts privés des entreprises comme BP, l'incapacité des États (structurellement au service du système capitaliste) à imposer des conditions d'exploitation correctes de sécurité apparaît au grand jour. Obama, fragilisé pour cette raison, peut bien faire de grandes promesses : il ne peut ni ne veut régler le fond du problème. Par ailleurs, cette marée noire est également l'occasion de rappeler la corruption de la classe politique institutionnelle, compromise jusqu'au cou par les mille et une affaires de financement par les trusts pétroliers, depuis des dizaines d'années³.

Ceci étant, il nous semble intéressant d'évoquer ici deux questions communément moins discutées. La première est la désinformation concernant le vrai prix du crime permanent perpétré par l'industrie pétrolière. La seconde, la question de fond, concerne la finalité de cette industrie.

Étrangement, lorsqu'il s'agit de pays pauvres, les marées noires sont passées sous silence

De façon générale, le traitement médiatique des questions écologiques et environnementales

est biaisé, incomplet, pourri. Il suffit pour comprendre cette réalité de considérer les raisons idéologiques d'une part, l'intérêt des gouvernements et des propriétaires des médias, d'autre part. Les exemples sont légions. Un des plus connus, en France, est celui du nuage de Tchernobyl qui, en 1986, s'était miraculeusement arrêté à la frontière. Mais si la dénonciation de ce mensonge d'État a pu finalement connaître un certain écho, c'est en bonne partie parce qu'il nous concernait directement. En revanche les scandales environnementaux des lointains pays pauvres restent largement tus.

Ainsi le traitement médiatique des marées noires ne fait-il pas exception. On ne peut que constater l'hypocrisie et la manipulation que constitue le choix de surmédiatiser une région ou un aspect plutôt qu'un autre, au mépris de toute déontologie journalistique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, considérons le cas du Nigeria. Ce pays a certes moins de poids que les États-Unis. Mais il est dévasté depuis cinquante ans par les marées noires continues des compagnies pétrolières, Shell en particulier. La description de la réalité de la vie dans le détroit du Niger donne des haut-le-cœur. Les fuites continues de pétrole rendent les terres incultivables, les poissons crèvent, la pêche devient impossible, la puanteur est atroce, les maladies dues à l'inhalation sont légions, l'eau potable vient à manquer. Ainsi, John Vidal écrit dans *The Guardian* du 6 juin 2010 : « Avec 606 champs pétrolifères, le delta du Niger fournit 40% du total des importations américaines de brut. C'est la capitale mondiale de la pollution pétrolière. L'espérance de vie dans ses communautés rurales,

dont la moitié n'a pas accès à l'eau potable, est tombée à 40 ans à peine depuis deux générations. La population locale maudit le pétrole qui pollue ses terres et trouve incroyables les efforts déployés par BP et les autorités américaines pour colmater la brèche dans le golfe du Mexique et protéger le littoral de la Louisiane contre la pollution. Si la même mésaventure était survenue au Nigeria, ni le gouvernement ni le pétrolier ne s'en seraient beaucoup préoccupés, explique l'écrivain Ben Ikari. Cela a lieu en permanence dans le delta ! »

L'indifférence des compagnies pétrolières de la région aux conséquences de leur activité d'extraction sur la population est un crime. Un crime qui dure depuis cinquante ans, une des illustrations de l'inégalité des rapports Nord/Sud, et dont les médias se font complices par leur silence. Pour leur défense, les compagnies pétrolières avancent l'existence de réparations financières. Mais les montants sont ridiculement faibles. Ainsi les fonds prévus par l'accord Opol, ratifié en 1974, s'élèveraient actuellement à 120 millions de dollars⁴ – une goutte d'eau par rapport aux profits des compagnies – alors que les dégâts des catastrophes se chiffrent rapidement en milliards. Et quand bien même ces montants seraient augmentés, ils ne rachèteraient jamais les vies brisées et les ravages écologiques causés. Mais l'idée que tout peut être ramené à une question d'argent est décidément une perversion, typique de l'idéologie capitaliste.

La question de fond : l'industrie pétrolière capitaliste est-elle défendable ?

Dénoncer les conditions actuelles d'extraction du pétrole est

3. C'est particulièrement vrai aux EU, où le financement par les lobbies est officiel et légal. cf. article « Celui qui est accusé du désastre dans le Golfe du Mexique, British Petroleum, a parrainé Obama », par David Brooks, 12 juin 2010.

4. *L'Humanité*, 19 juin 2010.

nécessaire. Mais ce serait une erreur de s'en tenir à cette question. En effet, l'épuisement progressif des sites conventionnels mène inévitablement à la multiplication des sites dangereux : en mer, dans des zones de forage toujours plus profondes ; sur terre, dans des zones protégées⁵ où les conséquences écologiques – même sans l'hypothèse optimiste d'accidents⁶ – sont désastreuses.

La question de fond essentielle est celle de la remise en cause de l'existence même de l'industrie pétrolière et du mode de vie qu'engendre son utilisation capitaliste nécessairement hyper-intensive⁷. Car à quoi sert cet usage capitaliste du pétrole ? À provoquer des millions de cancers des poumons dans les mégapoles ? À permettre à des millions de travailleurs de perdre des millions d'heures dans les embouteillages ? Certes, ces questions se heurtent à la nécessité de réorganiser en profondeur la société... Cela tombe bien : nous sommes révolutionnaires !

Entre les morts à l'extraction et les morts à la combustion, il est permis de se demander si le prix à payer pour le pétrole n'est pas un petit peu élevé. Cela nécessite de se libérer des schémas de pensées inculqués par le moloch capitaliste pour penser à un autre type d'industrie, de production et de consommation.

La question clé du pouvoir va se poser. Qui des travailleurs ou des industriels capitalistes vont décider de la limite tolérable des dégâts écologiques de l'exploitation

pétrolière ? Qui va l'emporter des peuples des pays pauvres ou des États perpétuant une forme non-avouée de domination coloniale ? Ensuite, l'épuisement du pétrole étant à terme inéluctable, qui va arbitrer entre la nécessaire révision des modes de vie et de consommation et le pari des énergies renouvelables ? Le souci de la collectivité ou la logique du profit ?

De façon transitoire, les questions qui se posent dès aujourd'hui, concernant l'industrie pétrolière comme toutes les autres, sont les suivantes : Qui finance ? Dans quel contexte ? Dans quel but ? Pour quelle utilité sociale ? En répondant à ces questions, on prend conscience de l'emprise effrayante de la logique capitaliste sur les choix majeurs de société. Pour commencer, parce qu'une démocratie réelle supposerait une information sérieuse sur les enjeux. Or les lobbies de l'énergie possèdent un pouvoir de propagande quasi-orwellien... et également une influence écrasante sur les gouvernements.

Aux États-Unis, Bush avait déclaré le mode de vie des Américains « non négociable » (du moins de la bourgeoisie et des classes moyennes américaines, celles de la voiture reine et du pavillon individuel). À cet égard, Obama marche sur les pas de son prédécesseur. Ainsi lorsqu'il déclare : « *De la même façon que le 11 septembre 2001 a durablement modelé la manière dont nous percevons nos faiblesses et notre politique étrangère, la marée noire va nous pousser à*

repenser notre politique environnementale et énergétique pour les années à venir (...) il est temps (...) d'opérer la transition d'une économie reposant sur le pétrole vers de nouvelles sources d'énergies » (8), il ne faut pas s'attendre à ce que les conséquences environnementales potentielles des « nouvelles sources d'énergie » (notamment le nucléaire) puissent être mises en balance dans le cadre d'un débat collectif informé.

Sur la question énergétique, une position communiste révolutionnaire conséquente ne peut qu'affirmer l'objectif de répartition globale des coûts et des bénéfices à égalité pour toutes les populations du monde. Il reviendra au futur gouvernement des travailleurs de prendre des décisions écologiquement soutenables. Les désastres mortels liés à l'extraction du pétrole et par exemple au stockage des déchets nucléaires doivent être assumés par tous ou par personne. La réalité aujourd'hui est que les pays pauvres sont les poubelles du monde occidental. Une réponse communiste, nécessairement internationaliste, ne peut l'ignorer.

Le problème n'est pas qu'une question de technologie. Pour le pouvoir capitaliste, il est inconcevable de sortir du productivisme, du gaspillage, et de la société consommation ; sa logique capitaliste le lui interdit, il est condamné à la fuite en avant, la terre entière dût-elle être transformée en delta du Niger.

Tristan Yego,
le 30 juin 2010

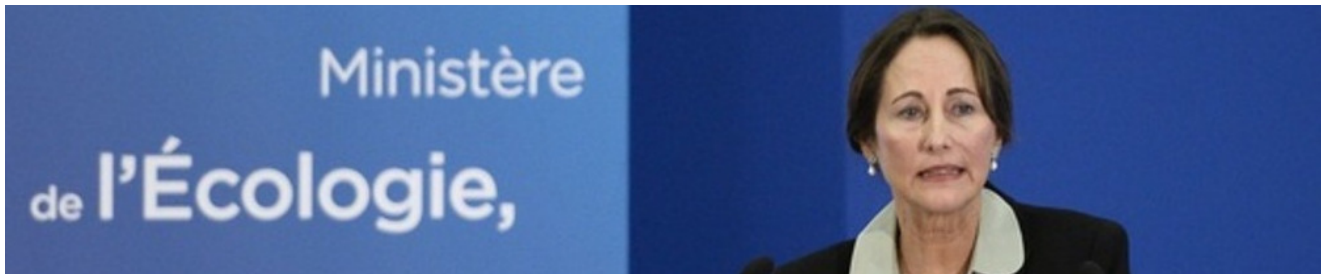
5. On sait ce que valent les promesses des experts des compagnies jurant leur grands dieux que les mesures de sécurité sont telles que les accidents « ne peuvent pas arriver ». L'histoire est malheureusement riche de lignes Maginot « infranchissables » et de Titanic « insubmersibles ».

6. Question que ne pose par exemple pas *L'Humanité* du 19/06/2010 : malgré le titre de « une » parfaitement juste (« Pétrole : l'addiction meurtrière »), tout comme le titre page 2 (« Chasse à l'or noir : le fléau des mers »), malgré les articles dénonçant correctement l'industrie du pétrole – avec le mérite de l'objectivité, le cas du Nigeria étant traité –, la question de la remise en cause de la société capitaliste elle-même n'est pas abordée. En revanche, indépendamment des critiques que l'on peut et doit formuler à l'encontre du mouvement des objecteurs de croissance, on peut leur reconnaître le mérite de proposer depuis plusieurs années une réflexion non dénuée d'intérêt sur la révision des besoins dans une perspective d'après-pétrole. Un volet important, notamment, portant sur les politiques alternatives de transports. Cf. par exemple *La Décroissance* n° 30, février 2006, p. 7.

7. Entretien au quotidien américain *Politico*, 14 juin 2010.

ÉNERGIES FOSSILES

Volkswagen et les gesticulations de Royal



Après le scandale de la tricherie aux tests de pollution de Volkswagen¹, il faut bien que la ministre de l'écologie réagisse². Ségolène Royal annonce donc un programme de contrôle sur 100 voitures choisies aléatoirement en France, avec des tests qui seront rendus publics, élaborés avec les services de l'Etat et les associations de consommateurs, etc.

Le système de contrôle européen était connu pour être très faible, ces mesures sont donc vraiment le minimum. Mais les constructeurs auront toujours une longueur d'avance ! Qui pouvait connaître les arcanes du logiciel de Volkswagen (qui était tout sauf un logiciel libre...) ? Un autre capitaliste, Bosch, qui lui a vendu, mais qui « *est tenu à la confidentialité [...] dans le cadre des relations commerciales* ». Plus fort, l'Union européenne et le gouvernement allemand étaient au courant, mais ils ne sont bien sûr pas empressés de faire éclater le scandale qui nuit à un fleuron industriel européen...

Ce genre de scandale finit par éclater, mais le mal -les rejets d'oxydes d'azote- est fait ! Sous l'effet du dieselgate, le ministère de l'écologie fera quelques contrôles,

mais gardera globalement sa passivité complaisante. Au-delà du greenwashing et de la communication, la tendance générale est au contraire au relâchement des contrôles. Comme le contrôle technique des voitures qui a été délégué au privé, ou celui des poids lourds qui a été privatisé en 2004. Bilan, le résultat du contrôle dépend du montant que le contrôlé est prêt à payer... Mais cela permet des économies en fonctionnaires à l'État, et cela lui permet de ne plus passer pour responsable.

Mais c'est la logique de contrôle a posteriori elle-même qui est une aberration. On laisse la maîtrise de la production aux grands groupes capitalistes, avec leurs secrets industriels, et leur impératif de profit, et on vérifie à peine, avec un train de retard, ce qu'ils nous mettent sur le marché... Et quand par hasard un scandale éclate, un cartel est découvert, les hauts fonctionnaires font semblant de découvrir le problème, tout en le faisant passer pour un simple écart moral ponctuel.

Les contrôles par l'Etat-capitaliste ne suffiront pas. Il faut exproprier tous les constructeurs automobiles, et décider à la source

de réduire la pollution. Le diesel, qui ne perdure que par un intense lobbying de PSA et Renault, peut et doit être abandonné immédiatement. Les constructeurs font en permanence du chantage à l'emploi, donnant aux ouvrières l'impression que l'écologie les menace. Mais les accords ignobles que des patrons comme ceux de Smart imposent (retour au 39h contre promesse de maintien de l'emploi) montrent que le capitalisme est sans issue. Les travailleurs doivent prendre les manettes pour assurer leur avenir, en termes d'emploi comme de santé.

Mais plus largement, la réduction massive des pics de polluants locaux (comme les oxydes d'azote) et des rejets de gaz à effet de serre ne sera pas atteinte en améliorant les moteurs. Ni avec des bonus aux voitures hybrides / électriques comme en dispense le ministère. Il faut transformer en profondeur la société pour faire de la voiture un mode de transport occasionnel et minoritaire, en développant les transports en commun et en rapprochant les lieux de travail et de vie.

Julien Varlin,

6 octobre 2015

1. <http://www.npa2009.org/idees/das-auto-kapital>

2. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-annonce-3-decisions,44783.html>

NUCLÉAIRE

« Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire



Du 1^{er} au 10 août se tenait près de Bure (Meuse) un campement anti-nucléaire, anti-autoritaire et anti-capitaliste contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo. Organisé par un collectif militant de plusieurs dizaine de personnes, le VMC (clin d'oeil à Vladimir Martynenko, le conducteur de déneigeuse russe accusé d'avoir causé la mort accidentelle du PDG de total), ce camp autogéré a vu passer plus d'un millier de personnes en 10 jours. La Tendance Claire y était représentée par une dizaine de ses membres, dont plusieurs locaux investi-e-s depuis des années contre ce projet insensé.

Dans un monde que le capitalisme détruit chaque jour davantage, dans une société rongée par les lois du profit et de la concurrence, tout événement qui défie, même temporairement, la double contrainte capitaliste et institutionnelle est une bouffée d'air bienvenue. Se libérer, au moins partiellement, de l'économie de marché par la pratique généralisée du prix libre ; s'émanciper de la division capitaliste du travail par une libre répartition des tâches (vaisselle, nettoyage, nourriture, etc.) ; rencontrer des militant-e-s actif-ve-s dans

des cadres variés (écologiques, antiracistes, antisexistes) mais tous situés sans ambiguïté en dehors du cadre politique bourgeois ; renforcer un milieu certes diffus mais résolument alternatif (nourriture végétane, espace non-mixte...) et qui attire une part grandissante de la jeunesse radicalisée... tout cela donnait à ce camp une atmosphère très enthousiasmante.

La police, présente en nombre deux mois auparavant quand une chaîne humaine de mille manifestant-e-s avait encerclé le site du futur projet, s'est montré pour le coup étonnement discrète. Quelques contrôles routiers, un hélicoptère survolant épisodiquement le camp. De fait, l'ambiance était détendue, avec la présence de plusieurs familles et même un espace enfant. Il semble que l'équipe organisatrice n'ait pas voulu reproduire les erreurs de Sivens, où les zadistes, faute de liens avec la population locale, se sont fait violemment déloger avec le concours actifs d'agriculteurs organisés en milices fascistes. Cette volonté de ne pas effrayer les riverains, visible dans l'absence de manifestations musclées (quelques actions symboliques) a surtout conduit le VMC à un important travail d'implantation dans les villages alentours et les associations historiques de la lutte contre Cigéo. Cependant, si le camp n'avait officiellement rien à voir avec le lancement d'une zone à défendre sur le modèle de Notre-Dame-des-Landes, le mot ZAD était bien sur toutes les lèvres.

Le caractère éminemment positif de ce camp ne nous fait néanmoins pas perdre de vue les limites

de l'exercice. Moins anticapitaliste qu'a-capitaliste, l'idée que l'on peut sortir du système sans l'affronter, en multipliant les lieux à sa marge, fait l'impasse sur une perspective politique globale capable d'unifier ces différents combats. Surtout, la classe créatrice de toutes les richesses et par là même seule capable de renverser le règne du capital, était la grande absente des débats. Ces derniers, pourtant riches et variés (sur les migrants de Calais, le contre-sommet de la COP 21, le mouvement no-TAV italien, ou encore un atelier féministe spontanément organisé suite à plusieurs propos sexistes tenus sur le camp) peinaient à faire le lien entre la présentation de différentes luttes et un discours contestataire somme toute assez abstrait.

L'influence dans la classe ouvrière n'est en effet pas perçue comme un enjeu par la mouvance, essentiellement libertaire et autonome, qui gravite autour des camps autogérés. Sans chercher à passer des ponts avec le mouvement ouvrier (ce qu'elle fait en revanche, avec un certain succès, avec le monde paysan), réduit à ses directions bureaucratiques voir assimilé à une excroissance de la société capitaliste, ces camarades revendiquent fièrement leur refus du travail salarié. Cette position est respectable mais, à notre sens, passe à côté de l'essentiel : du fait même de sa non-implication dans le processus de production, la marginalité ne peut pas prétendre transformer celui-ci. Ainsi, plutôt que de professer une hostilité de principe à l'encontre de tout ce qui participe à la filière nucléaire, nous préférons œuvrer à la convergence des

luttés avec les syndicats du secteur. La tâche est certes rude, mais nous ne pensons pas qu'il existe une issue sans mobilisation des premières concerné-e-s. Ce débat fraternel, nous désirons continuer à le mener avec nos camarades de la mouvance zadiste, pas dans des dis-

cussions hors-sol mais au cours des différentes luttes où nous nous retrouvons. A ce titre, nous ne pouvons que regretter que l'équipe organisatrice ait cru devoir nous demander de replier notre table de presse du fait de notre appartenance au NPA, accusé de « faire

le jeu du parlementarisme » en se présentant aux élections. Le sectarisme n'a jamais fait avancer les choses.

Tendance CLAIRE,

le 17 août 2015

NUCLÉAIRE

Déchets nucléaires à Bure : le gouvernement tombe sur un os



Article publié dans la Revue Tout est à nous ! n°45 (juillet 2013)

Pour faire accepter leurs politiques dévastatrices au service des possédants, nos dirigeants ont à leur disposition toute une panoplie de petits rouages bien huilés : des tables rondes, des réunions publiques, des instances de concertation, des espaces de dialogue social, on en passe et des meilleures. Par exemple, ils décident d'augmenter l'âge de départ en retraite et convoquent les syndicats à leur « conférence sociale » pour essayer, au travers d'un jeu de dupes savamment orchestré, de présenter ce recul social comme le résultat d'une concertation entre toutes les parties concernées. « Nous sommes tous dans le même camp, réfléchis-

sons ensemble ! » Et d'ordinaire, ça fonctionne à merveille.

Mais cette fois, le gouvernement et le lobby nucléaire sont tombés sur un os à Bure, en Meuse à la limite de la Haute-Marne, où la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue se poursuit depuis 1993. Les opposants locaux, qu'il devient difficile de berner, ont refusé de marcher dans la combine. Et pourtant, le dernier rouage en date inventé par les pouvoirs publics n'est pas le moins habile : il s'agit de la « commission nationale du débat public ». Un organisme réputé neutre et indépendant, chargé d'organiser des débats sur des grands projets lorsque... ceux-ci sont déjà décidés ou sur les

rails. Alors que la majorité de la population rejette l'enfouissement comme étant la pire des solutions, on nous prie de bien vouloir participer à cette mascarade de consultation : « on a déjà décidé d'enfouir, venez donner votre avis sur la profondeur du trou et la largeur des alvéoles. » Le Monde raconte, le lendemain : « Dégage ! » ... Les opposants au projet de site de stockage de déchets radioactifs envisagé à Bure (Meuse) ont à nouveau empêché la tenue d'un débat public qui devait avoir lieu lundi 17 juin à Bar-le-Duc. Le premier débat, le 23 mai, avait connu un sort similaire. » Des centaines de participants ont en effet renvoyé à leurs bureaux les doctes personnages cravatés qui venaient nous expliquer comment

il faut penser la démocratie.

Bien sûr, ces blocages n'arrêteront pas à eux seuls le projet et le processus institutionnel n'a aucune chance d'être invalidé, mais ces actions redonnent confiance dans les possibilités de lutter localement et, qui sait, peuvent contribuer à l'amplification de la résistance, seule à même de faire vaciller ce sinistre projet. D'autre part, elles gênent vraiment les pouvoirs publics qui se trouvent confrontés à une dénonciation claire et nette de leur manipulation et de leur enfumage démocratique. De telles réactions peuvent faire bouler de neige dans toute sorte de domaines et c'est

bien ce qui les préoccupe.

Pour nous, c'est donc une première bataille gagnée pour la sauvegarde des générations futures, mais ce n'est pas encore la victoire. C'est pourquoi le NPA local, très investi dans le mouvement, appelle à le poursuivre et à l'amplifier, tout en faisant des propositions anticapitalistes que s'approprient progressivement bien des militants locaux :

— Arrêt immédiat de Bure. Pour les déchets existants, maintien en surface près des lieux de production, seule solution d'attente raisonnable à l'inverse de l'abandon en sous-sol.

- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans avec un plan chiffré et argumenté.
- Passage à une production exclusivement renouvelable.
- Et pour y arriver : expropriation sans indemnité ni rachat des industriels privés de l'énergie. Socialisation intégrale de la production et de la distribution énergétique avec gestion la plus locale possible par les travailleurs et la population.

Claude Kaiser,
le 21 août 2013

NUCLÉAIRE

Nucléaire : Montebourg le menteur

(Article paru dans *Tout est à nous* du 6 septembre 2012)

Beaucoup avaient cru dans l'engagement contenu dans l'accord EÉLV-PS de réduire la part du nucléaire de 75% à 50%; ils n'avaient hélas pas bien compté : Fessenheim fermé et l'EPR construit, ça ne faisait que 0,8

Mais ils espéraient... puisqu'il y avait – paraît-il – des dirigeants socialistes un peu plus écolos que les autres ! Comme ce Montebourg, par exemple, qui avait déclaré avant de devenir ministre que : « oser la question du nucléaire, c'est aussi briser le tabou d'une énergie bon marché. Coût du risque, de la construction des centrales, de leur démantèlement, de la gestion des déchets doivent être pris en compte. Il faut donc hisser notre société par-dessus l'horizon du nucléaire et envisager la suite car le nucléaire est dépassable ».

Las...à peine trois mois sont passés et le même Montebourg, soutenu par Valls, Bartolone, et

autres caciques de l'atome, considère maintenant que « le nucléaire est une filière d'avenir » et « qu'on a besoin d'une énergie bon marché » ! Et il juge bon de justifier son alignement sur les positions du lobby nucléaire par « l'augmentation continue de la consommation des ménages et industrielle ». Argument aussi rétrograde que stupide au moment où le peuple japonais, touché dans sa chair, vient de prouver que l'on peut, sans revenir à la bougie, réaliser des économies énergétiques spectaculaires (-15% en moins d'un an).

Les masques sont donc tombés : si Montebourg se recyclait en éolienne, il ferait fureur par grand vent ! Il en rajoute dans le mensonge sur BFM TV en déclarant que « depuis la décision de Mme Merkel de sortir du nucléaire, tous les pays voisins de l'Allemagne construisent des réacteurs nucléaires. » La réalité est que sur neuf pays voisins de l'Allemagne, huit n'ont aucun réacteur

en construction, le neuvième étant la France !

Il est cependant un point sur lequel la girouette Montebourg a vu juste, « le nucléaire nous engage bien pour l'éternité. » L'accumulation totalement irresponsable des déchets-poisons que nul au monde ne sait solutionner et l'abominable projet de leur enfouissement à Bure en Meuse engagent bien en effet les générations sur des milliers d'années. Est-ce de cet avenir-là que nous parle Montebourg ?

Quant aux représentants d'EÉLV qui font mine de tomber des nues, à la suite des déclarations de Montebourg et Valls, ils sont juste hypocrites : en votant la confiance, ils ont cautionné un gouvernement productiviste et pronucléaire dont la logique politique implacable est celle du capitalisme prédateur et de sa branche atomique puissante.

Une fois de plus, les poncifs éculés tels que « Ne pas rester seul pour peser », « S'allier pour ne pas

se cantonner dans la dénonciation stérile » ou « Mettre les mains dans le cambouis » vont devenir de vrais vecteurs de désillusions démobilisatrices pour les militantEs sincères. C'est ce qu'illustre superbement la présence des écologistes au sein d'un gouvernement qui n'a rien à envier à la droite sur le plan de l'environnement.

Et toutes les pétitions, référen-

dums ou autres tentatives de re-composition gouvernementales au sein des institutions actuelles ne feront que désespérer encore plus par leur impuissance.

Une seule solution, toujours la même : le rassemblement de toutes les forces militantes en un collectif de résistance écologique, contre le capitalisme, en lien avec le mouvement social et avec pour pro-

gramme, outre l'arrêt du nucléaire et sa sortie en moins de dix ans comme le propose le NPA, l'expropriation de tous les groupes de l'énergie, et la création d'un véritable monopole public énergétique sous le contrôle des travailleurEs et de la population.

Claude Kaiser,

le 8 décembre 2012

NUCLÉAIRE

La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme



Trois mois après la série d'explosions à la centrale nucléaire de Fukushima, alors qu'une catastrophe de plus grande ampleur n'est pas écartée, l'idée qu'il faut sortir du nucléaire progresse au Japon. La responsabilité de la multinationale TEPCO et de l'État, obéissant à la

logique capitaliste, est mise en lumière. En France, le rôle clé du nucléaire rend plus clairement nécessaire, pour en sortir rapidement, avant qu'il ne soit trop tard, de renverser le capitalisme.

La catastrophe de Fukushima

Depuis deux mois, la compagnie électrique japonaise TEPCO (Tokyo Electric Power), qui exploite le site nucléaire de Fukushima Daiichi, où se sont produites

les explosions de plusieurs réacteurs, tente de minimiser les conséquences de cet accident nucléaire à répétition. Elle a d'abord profité de l'émotion et du chaos provoqués par le violent séisme du 11 mars et le tsunami qui a suivi, et reste avare d'informations sur la situation réelle autour des réacteurs endommagés.

Cette compagnie privée possède la dizaine de réacteurs des deux sites de Fukushima, qui alimentent Tokyo et sa région en électricité, et a pu faire d'énormes profits pendant des décennies grâce au soutien de l'État : gouvernements et campagnes pronucléaires, Agence Japonaise de Sûreté Nucléaire accommodante, développement capitaliste énergivore... au point de devenir la première entreprise de production d'électricité au monde.

Si elle n'est pas la seule à produire de l'électricité au Japon, dans des conditions peu respectueuses de l'environnement bien dissimulées, sa soif de profits est telle que son nom est apparu à plusieurs reprises dans des scandales, pour non-respect de la sécurité de ses travailleurs et des populations vivant aux alentours de ses centrales

Épinglée en 2002 pour falsification de documents (Tepco avait cherché à masquer des incidents intervenus dans ses centrales), elle avait aussi été dénoncée par la presse et des spécialistes du nucléaire après l'accident survenu en 2007, suite à un séisme, dans une autre de ses centrales, dans la région de Niigata. En vain...

Seul le réacteur n° 3 de Fukushima 1 (34 ans) avait subi une rénovation, avec la fourniture par AREVA, en août 2010, de MOX (mixed oxydes). Ce combustible dont les nucléophiles français sont si fiers, mélange de plutonium retraité et d'uranium, a un point de

fusion plus bas que les combustibles dits « classiques » et l'échauffement dû à sa radioactivité est plus difficile à réduire, si bien qu'il pourrait, selon les spécialistes, provoquer une réaction nucléaire en chaîne totalement incontrôlable, et donc une catastrophe environnementale planétaire inégalée.

Si le pire a jusqu'à maintenant été évité, les explosions et incendies qui se sont succédés sur différents réacteurs à la mi-mars, les moyens dérisoires et inefficaces mis en oeuvre par les autorités japonaises face à l'incurie de TEPCO (canon à eau de la police puis hélicoptères militaires), les fuites et rejets massifs d'eau contaminée depuis début avril, la crainte d'un effondrement des cuves, tout concourt à démontrer le manque de maîtrise de la production de ce type d'énergie et les failles dans la gestion des risques, pourtant prévisibles dans cette région à grande activité sismique. L'absence de moyens pour refroidir les combustibles est d'autant plus choquante qu'ils sont nécessaires dans des conditions d'exploitation normales, pour éviter que les nombreux incidents qui surviennent dans les centrales ne deviennent des accidents graves.

La leçon de Fukushima : remise en cause du nucléaire

La responsabilité de TEPCO est patente mais aussi celle de l'État. Les Japonais se réveillent, amers, après des décennies de sommeil ponctuées de discours mensongers de TEPCO et de ses complices représentants de l'état capitaliste, falsification de la réalité qui perdure mais transparaît plus facilement dans le contexte actuel. Beaucoup dénoncent TEPCO et le gouvernement.

Certains manifestent : de quelques dizaines à Tokyo et Nagoia le 27 mars, ils sont passés le

7 mai à quelques milliers de personnes - étudiants, syndicalistes et familles - qui ont défilé dans les rues de Tokyo pour demander la fermeture des centrales nucléaires.

Si ces manifestations, qui ne sont pas ancrées dans la tradition ouvrière comme en France, restent modestes, les Japonais sont finalement nombreux, selon les sondages, à remettre en cause non seulement les discours rassurants sur la situation présente, mais aussi, du coup, ceux du passé, lénifiants, sur cette source d'énergie : soi-disant sécurité nucléaire nationale, capacité à trouver des solutions à long terme grâce à un énorme centre international de recherche nucléaire, compétitivité économique accrue, etc.

Beaucoup découvrent que la production d'énergie électrique nucléaire est, et de loin, plus nocive que celle de toutes les autres énergies. Certes, sa production ne provoque pas forcément, au quotidien, plus de nuisances pour l'environnement et de maladies chez l'homme que d'autres sources d'énergie, et en tout cas moins que la production d'électricité à partir de charbon.

Mais il est clair, même pour ceux qui n'avaient pas retenu la leçon de Tchernobyl, que :

- L'énergie nucléaire est susceptible d'hypothéquer violemment et durablement le devenir du vivant dans une zone plus ou moins étendue, aujourd'hui 20 km autour de Fukushima, mais ce pourrait être demain un pays, une partie d'un continent.
- L'énergie nucléaire produit des déchets à plus ou moins longue vie, dont certains extrêmement toxiques, comme ceux retrouvés depuis début avril dans l'océan Pacifique, et dont l'accumulation ou la dissémination dans diverses parties du globe représente une menace durable, pour

les générations futures et le vivant en général. Les nucléocrates font miroiter des avancées technologiques qui résoudraient le problème, mais les résultats jusqu'à aujourd'hui sont désastreux (ex. du MOX ci-dessus), et pour l'avenir les certitudes relèvent de la foi, non de la science. La recherche intensive, même dans un autre type de société, ne provoquera pas forcément de miracle.

- L'énergie nucléaire n'est pas un gage d'indépendance énergétique du pays mais un fardeau économique pour l'ensemble de la population, du fait des déchets (lieux de stockage, centrales fermées, etc.), du coût de démantèlement des centrales une fois celles-ci arrivées en fin de vie, etc., autant d'éléments qui ne sont pas pris en compte dans le prix réel de l'électricité produite par les centrales nucléaires, quand on nous dit qu'il est inférieur à celui de autres énergies. Et cela devient véritablement exorbitant en cas d'accident nucléaire grave comme à Fukushima.

En effet, au Japon, l'aspect économique de la barbarie nucléaire passe aujourd'hui sur le devant de la scène, alors que l'on commémore la catastrophe de Tchernobyl et que l'on s'interroge sur le financement du second sarcophage du monstre engendré par un Etat dit « communiste », rentré dans une compétition folle avec les pays capitalistes, et qui avait depuis longtemps trahi les travailleurs.

Le gouvernement japonais a annoncé le 13 mai le financement par l'État de l'indemnisation des victimes de Fukushima. La couverture de la multinationale japonaise par son assurance était dérisoire par rapport aux coûts d'une telle catastrophe (c'est le cas pour toutes

les entreprises productrices d'énergie nucléaire). Les indemnisations, prévues par TEPCO et les banques, sont tout à fait aléatoires. Ceux-ci accusent en effet l'État japonais d'avoir fait la promotion du nucléaire... et lui demandent d'assumer sa responsabilité ...

Le cynisme de TEPCO à l'encontre des populations et des travailleurs qui interviennent dans les centrales, et maintenant à propos du financement des indemnisations, commence à susciter la colère des Japonais et à leur ouvrir les yeux sur la responsabilité du capitalisme dans la barbarie du nucléaire civil (pour le nucléaire militaire, les Japonais n'ont plus de doute depuis longtemps, après Hiroshima et Nagasaki...).

L'État qui, via la Banque du Japon, a injecté dès la mi-mars des milliers de milliards de yens (des dizaines de milliards d'euros) pour soutenir les capitalistes, après la chute de la Bourse de Tokyo, continue par ailleurs de financer les pertes des industriels nationaux dues à la chute de la production : impossibilité de produire par manque de matières premières, d'énergie, de débouchés pour cause de contamination...

L'État japonais finance et mutualise les pertes des capitalistes, qui ont fait des profits et se préparent à en faire de nouveaux... tandis que les travailleurs paient les pots cassés : impôts, énergie chère, atteintes multiples à leur santé, (contamination aérienne, par ingestion d'eau et d'aliments...), difficultés de la vie quotidienne, chômage technique, ...

La solution que les travailleurs japonais doivent imposer est une sortie du nucléaire (14% de la consommation énergétique du pays), avec nationalisation de la production d'énergie sous contrôle des travailleurs, dont l'expropriation immédiate de l'empire TEPCO

pour indemniser les victimes et financer les très coûteuses opérations pour stopper la contamination toujours en cours à partir de la centrale de Fukushima.

Cette mesure, qui remet en cause la logique même du capitalisme, devra, pour être durable, déboucher sur le renversement du système dans son entier.



Sortir du nucléaire, en France aussi

Ce qui est vrai pour le Japon, 3ème producteur d'énergie nucléaire au monde, l'est aussi pour de nombreux pays capitalistes dotés de centrales nucléaires, donc bien sûr aussi pour les États-Unis, n°1 mondial, mais plus encore pour la France, n°2 et pays proportionnellement le plus nucléarisé au monde.

En effet, la France est le pays qui possède le plus fort taux de réacteurs nucléaires par rapport à sa population : 58 réacteurs répartis dans 19 centrales nucléaires pour une soixantaine de millions d'habitants. Mais derrière ces chiffres se cache une réalité bien plus grave encore.

Les défenseurs du nucléaire repoussent l'exigence d'une sortie rapide du nucléaire en prétendant que ce serait impossible sans retourner à l'époque de la bougie. C'est de la poudre aux yeux. D'une part, cela repose sur la négation du potentiel considérable des énergies renouvelables, comme les éoliennes sur terre et sur mer, les

panneaux solaires intégrés dans toute nouvelle construction, l'énergie de la mer et la cogénération, entre autres. Ce potentiel est encore largement inconnu : il a été très peu a été investi dans la recherche en ce domaine, car elle n'est pas assez rentable pour le capital à ce stade. D'autre part, l'arrêt des centrales nucléaires abaisserait la consommation d'énergie, les habitats peuvent être construits selon des normes permettant d'économiser du chauffage, la modification de l'éclairage public et domestique permettrait aussi de moins consommer, etc. Selon le réseau Sortir du nucléaire, il est possible, en l'état actuel des connaissances scientifiques, de sortir du nucléaire en dix ans.

Un autre argument avancé par les pro-nucléaires en France, c'est que le nucléaire français serait, par une magique « exception française », sûr. Ils disent notamment que les risques sismiques sont moindres risques dans l'hexagone et que les réacteurs à eau bouillante au Japon et réacteurs à eau pressurisée, REP, en France, seraient plus sûrs.

Or Le parc nucléaire français est vieillissant, les petits accidents se multiplient, les déchets s'entassent au centre de retraitement de La Hague et les projets de nouvelles centrales s'avèrent inexploitable tant du point de vue technique que financier (c'est certainement le cas du surgénérateur Superphénix, même si la dimension politique, mobilisations anti-nucléaires, a joué un rôle important dans son abandon). Les risques sismiques en France sont certes moindres, mais les centrales sont aussi moins bien conçues pour y résister. Selon la logique capitaliste, en France comme au Japon, il y a des investissements seulement pour parer à des incidents probables, mais pas à des accidents,

par définition exceptionnels.

En outre, EDF, devenue source d'énormes profits, a été transformée en vue de sa privatisation (statuts et économies). Le recours à des sous-traitants s'est intensifié. Leurs travailleurs sont moins bien payés, moins bien formés, obligés de travailler dans de mauvaises conditions, au détriment de leur santé, qui n'est pas suivie par les médecins comme celle des agents titulaires, ... et au détriment de la sécurité, bien évidemment. Les accidents, certes peu graves, sont extrêmement fréquents, alors que certaines centrales sont vieillissantes et de plus en plus dangereuses. Les déchets s'accumulent. Ils sont stockés et voyagent dans des conditions dangereuses, sont disséminés dans les sols et les océans.

En fait, derrière tout ce discours pseudo-scientifique, il y a les intérêts du capitalisme français. Le développement d'un nucléaire civil étatisé a été la continuation de la production de nucléaire militaire pour la France, contribuant à son poids comme puissance impérialiste, même de seconde zone. Dans cette logique, la France a développé un parc nucléaire très important, au nom de l'indépendance énergétique nationale, après la crise pétrolière de 1974. Elle a remplacé en partie l'énergie fossile, le fuel, et l'électricité de ses centrales thermiques au charbon, par de l'énergie nucléaire, pour le chauffage notamment. La chasse au gaspillage de l'après-choc pétrolier a alors laissé place à une incitation à la consommation d'électricité, comme au Japon, et ce d'autant plus aisément que la compagnie d'électricité nationale, EDF, sous le giron de l'État capitaliste depuis sa création en 1946, bénéficiait de la télévision publique pour assurer sa publicité. La plupart des centrales, construites dans les années 80, étaient amorties au tournant du XXI^e siècle. Pour-

tant, cela n'a pas conduit à des investissements massifs dans la recherche sur le retraitement des déchets, la sécurité nucléaire et la radioprotection, l'entretien des centrales nucléaires et la préparation de leur démantèlement. Les grands trusts de l'énergie, public et/ou privé, Areva et EDF, n'y avaient pas intérêt. En effet, le renouvellement des centrales en France est à la fois un marché important et un point d'appui pour la compétition sur le marché mondial à un moment où la raréfaction des énergies fossiles peut pousser des pays à opter pour la fausse solution du nucléaire.

Mais nous n'avons rien à faire des profits d'EDF et d'Areva. Nous partons des besoins des travailleurs et de la nécessité de protéger leur vie et leur santé. C'est pourquoi, face à cette situation et après la catastrophe de Fukushima, qui confirment les craintes des plus pessimistes d'entre nous, il est urgent de se prononcer pour la sortie du nucléaire. Nous exigeons :

- La fermeture immédiate des centrales nucléaires les plus dangereuses, à commencer par Fessenheim, qui est à la fois la plus ancienne et située dans une zone sismique ;
- La titularisation de tous les personnels travaillant dans les centrales et de bonnes conditions de travail ;
- La renationalisation totale d'EDF et d'AREVA, sous contrôle ouvrier ;
- Le développement de la recherche sur le retraitement des déchets et la sécurisation de leur stockage : ni largage en mer, ni transports et exportations de ce poison dans des pays dominés ;
- La préparation de la sortie rapide, totale, du nucléaire, avec investissements massifs dans la recherche-développement sur

les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

En effet, nous ne croyons pas, contrairement à certains autres anticapitalistes, qu'il y ait un bon nucléaire, sûr, qui apparaîtra forcément dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Mais il est aussi clair pour nous que, afin de résoudre le problème du nucléaire de façon durable, il ne peut être question de faire seulement, sous la pression de partis réformistes écologistes, des moratoires ou arrêts momentanés de construction de nouvelles centrales (comme en Italie ou en Suède, par exemple), ni même de simples incursions dans la propriété privée, avec la (re)nationalisation de certains pans de la production énergétique. En effet, dans ce domaine comme dans d'autres, les capitalistes apprécieraient certainement de se voir délestés de secteurs non lucratifs et même déficitaires, telles les centrales nucléaires les plus dangereuses comme Fukushima, pour garder ce qui leur procure des profits. La nécessité pour le capitalisme de créer sans arrêt de nouveaux marchés afin de maintenir ses profits, qui se font en surexploitant les travailleurs, en pillant les richesses naturelles et en saccageant de façon effrénée l'environnement, rend illusoire sa transformation pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité.

L'industrie nucléaire, cœur du capitalisme français

Le capitalisme français dépend plus que celui d'autres pays, y compris les États-Unis, de son industrie nucléaire, puisque AREVA, société anonyme détenue essentiellement

par le Commissariat à l'Énergie Atomique et l'État, est le n°1 mondial du nucléaire. Exploitation des mines d'uranium du Niger, transport et retraitement de déchets, exploitation des centrales, construction de réacteurs, surtout à l'étranger, comme en Inde et en Chine dernièrement, AREVA, avec toutes ces activités mortifères, est le fer de lance de l'impérialisme français. Elle agit dans un groupement d'intérêts avec EDF. Les volumes financiers mis en jeu sont colossaux : le chiffre d'affaire du groupe était par exemple de 9,1 milliards en 2010¹.

Pas étonnant alors que les gouvernements aux bottes des grands groupes fassent des pieds et des mains pour défendre les intérêts d'Areva, n'hésitant pas à utiliser des moyens considérables pour faire fonctionner le réseau diplomatiques dans les 43 pays où Areva possède des intérêts ou encore à envoyer le VRP en chef pour vendre des EPR à la Chine, à l'Inde ou hier encore à la Libye de Kadhafi ! Le gouvernement français n'hésite pas non plus à déployer des forces armées pour faciliter l'exploitation des mines d'uranium au Niger². Il fait ainsi la démonstration de l'hypocrisie de son discours de rupture avec la « FrancAfrique » et bafoue bien plus que sa parole : il dépossède les prolétaires Nigériens d'une partie de leur richesse et de leur capacité à organiser de manière indépendante le fonctionnement économique et politique de leur pays.

Toujours concernant la dépendance du capitalisme français à l'industrie nucléaire, il faut évoquer les « bénéfices » engrangés par la privatisation des services intervenant de manière plus

ou moins directe dans le secteur du nucléaire militaire. Les travailleurs français ne seront donc par exemple pas les seuls à payer pour les 5 milliards d'euros qu'a coûté le développement du missile nucléaire français dernier cri... Ils paieront par contre peut-être de leur santé la fabrication de ses missiles mais nous ne pouvons pas faire confiance à la Grande Muette pour communiquer là-dessus : « secret-défense », dira-t-elle...

La révolution énergétique passe par une révolution sociale !

Si une stratégie de sortie du nucléaire est envisageable sans renoncer à des capacités de production permettant de satisfaire les besoins de tous³, elle ne pourra se concrétiser que si nous supprimons le pouvoir de la bourgeoisie tirant bénéfice du nucléaire et des autres secteurs de l'économie. Par exemple, tant qu'il y aura possibilité de faire des profits en vendant de l'énergie, nous pouvons faire confiance aux bénéficiaires pour ne pas faire de chasse au gaspillage. Par exemple, les actionnaires d'EDF n'ont pas intérêts dans une certaine mesure à ce que les pertes en ligne diminuent puisque cette perte énergétique est facturée au client. Si nous voulons l'efficacité énergétique, la propriété des producteurs d'énergie doit être collective. Cette logique vaut également pour le secteur de l'habitat dont les normes de construction en termes d'isolation thermique et donc de consommation énergétique ne seront pas déconnectées de la notion de rentabilité financière relative aux intérêts des patrons et actionnaires.

1. <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2011/03/03/97002-20110303FILWWW00647-areva-benefice-2010-en-hausse-de-60.php>

2. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/niger/article/niger-difficile-d-accepter-la>

3. Voir l'étude du Réseau Sortir du Nucléaire : <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&sousmenu=themas&sousmenu=solutions&page=1>

En poussant le raisonnement plus loin, sortir du nucléaire appelle aussi à transférer la propriété des banques de quelques individus à tous puisque les investissements nécessaires aux modifications précitées et d'autres comme la production d'appareils ménagers dont l'obsolescence est aujourd'hui programmée ne seront pas forcément rentables à court terme.

Ce dont il faut enfin parler pour parvenir à de tels changements, c'est des forces et de la forme de l'organisation susceptible de les mettre en œuvre. Pour des changements radicaux et pérennes, il faudra s'appuyer sur les luttes de la population, mais ne pas se limiter à

des actions de pression sur les propriétaires des moyens de production et l'État. Les mobilisations et la catastrophe de Fukushima n'ont par exemple pas décidé les acteurs du G8 à planifier une sortie du nucléaire, tout juste à faire des déclarations sur le renforcement de la sécurité des centrales nucléaires, comme Sarkozy lors d'une conférence de presse. De plus, nationaliser certains secteurs de production tout en laissant la possibilité à la bourgeoisie de se « refaire » plus tard ou en profitant de son argent pour corrompre les acteurs des secteurs nationalisés ou de l'État cha-
peautant le fonctionnement de ces secteurs, se retournerait tôt ou tard

sur les travailleurs comme l'ont montré les nationalisations françaises dans les années 80.

Le rôle du NPA quant à la sortie du nucléaire implique de travailler sur deux plans : montrer que la révolution énergétique est possible, œuvrer à la révolution sociale en impulsant l'auto-organisation des luttes et la mise en place d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui décidera en fonction de leurs besoins et non des intérêts d'une petite minorité de capitalistes.

Véronique Rouvière,

le 11 juin 2011

Cette brochure est le supplément à Au CLAIR de la lutte n° 19 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

- Site actualisé chaque jour : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

★ Brochures thématiques ★

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
 - Textes sur la jeunesse
 - Textes sur l'art et la culture
 - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
 - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
-

★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
 - La révolution espagnole (1936-1939)
 - Les révolutions russes
 - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
 - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
 - Les révolutions chinoises
-

★ Pour l'orientation ★

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

Pour vous les procurer

- site internet : temdanceclaire.npa.free.fr
- email : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

Sommaire

Notre-Dame-Des-Landes	(p. 1)
– Face à Nantes en colère, provocations gouvernementales	(p. 1)
– Notre-Dames-des-Landes : Ayrault, Vinci & co, dégage !	(p. 3)
– Notre-Dames-des-Landes : faire reculer le gouvernement, le patronat et le productivisme	(p. 4)

Pseudo-écologie politicienne	(p. 7)
– COP 21, l'enfumage planétaire !	(p. 7)
– COP 21... ou Comm' 21 ?	(p. 9)
– Le 5 ^e rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste	(p. 11)
– Il n'y a rien à attendre du sommet de Copenhague !	(p. 12)

Analyses	(p. 15)
– Communisme contre productivisme	(p. 15)
– Un compte rendu des journées d'été des amis de la confédération paysanne	(p. 18)
– Le capitalisme implique structurellement gaspillage, pollution et désastre écologique	(p. 21)
– Notre écologie n'est pas soluble dans le Front de gauche, mais nécessite un NPA révolutionnaire	(p. 26)
– Mort des objets, vie du système	(p. 27)

Énergies fossiles	(p. 29)
– Gaz de schiste : Une bataille financière mondiale d'ampleur inédite	(p. 29)
– Marée noire du golfe du Mexique	(p. 32)
– Volkswagen et les gesticulations de Royal	(p. 35)

Nucléaire	(p. 36)
– « Plus Bure sera leur chute » : un camp contre la poubelle nucléaire	(p. 36)
– Déchets nucléaires à Bure : le gouvernement tombe sur un os	(p. 37)
– Nucléaire : Montebourg le menteur	(p. 38)
– La leçon de Fukushima : sortir du nucléaire et du capitalisme	(p. 39)

Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV^e Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63